

« Prud'hommes » :
guerre et paix
du travail

11

Licenciements Edipresse :
que sont-ils devenus
un an après ?

18

IRL, CIE et UD Print :
licenciements
collectifs en chaîne 20



9 | Denise Chervet acquittée

Droit de grève victorieux

Actualités

Dossier dématérialisation 3

- Interview du mois :
Peter Nideröst, Juriste démocrate de Suisse 3
- Journée du livre : tempête dans un verre d'eau 4
- « Livres de papier » contre l'ordre numérique 4
- Podium « avenir du journalisme » 6

Votations du 28 novembre : halte aux abus

de la concurrence fiscale et 2 x NON aux renvois ! 8

Denise Chervet acquittée : droit de grève victorieux 9

Protection fragile contre les congés abusifs 10

« Prud'hommes », le film de Stéphane Goël 11

Votation contre les chômeuses et les chômeurs 12

Portrait : Raimonde Mutrux, relieuse 13

Mexique : garder sa capacité d'étonnement 14

Cactus et chronique épistolaire 15

Conseil suisse de la presse 15

Offres d'emploi à Fribourg et Lausanne 16

Communication visuelle

Soirée typo : 77 ans de *Revue de l'imprimerie* 16

Edipresse / Tamedia

Licenciements au CIE à Bussigny et à Oetwil 17

Edipresse, un an après 18

Résultats semestriels : chiffres très noirs 19

Industrie graphique et emballage

IRL Renens, Ziegler Druck, UD Print... :

licenciements collectifs en chaîne 20

Fusion

Comité central et séances de septembre

et octobre du Groupe de pilotage 22

Commissions

Harcèlement sexuel 24

14 juin 2001 : les femmes en action 24

Jeunesse : pose de la première pierre 25

Conférence des migrations 2010 de comedia 25

Services

Adresses et impressum 26

Agenda 27

Pagine in italiano

Un dossier sui problemi della tipografia I

Tipi e Archetipetti: incontro con Alessio Leonardi II

Microincontri passati e futuri III

Giovani: remare insieme verso il futuro IV

Manifesto del Gruppo donne USS IV

4a conferenza dei disoccupati IV

Premio Gutenberg V

Visita al *Corriere del Ticino* V

Agenda e Corsi V

Danièle Lenzin,
coprésidente

Oui à plus de justice fiscale

Qui ne rêve parfois d'une belle villa entourée d'un vaste terrain, sur une pente exposée plein sud ? Ou d'un gain de plusieurs millions à la loterie ? Une telle situation matérielle est toutefois réservée à une faible minorité de la population suisse. La grande majorité doit quant à elle veiller à ce que son compte ne soit pas à découvert à la fin du mois.

L'initiative du PS ne prétend pas chambouler la situation actuelle. Elle veut toutefois limiter les privilèges accordés aux plus hauts revenus. Car depuis des années, cantons et communes se disputent les multimillionnaires à coups de cadeaux fiscaux. Avec pour conséquence que le prix du sol a explosé dans les communes fiscalement avantageuses, où les loyers sont devenus inabornables pour la classe moyenne. En outre, les caisses de l'Etat se vident et il s'avère nécessaire d'augmenter les redevances et taxes – dont tout un chacun doit s'acquitter. Ce n'est pas l'initiative qui menace la classe moyenne, contrairement à ce que prétend le camp bourgeois, mais les cadeaux fiscaux accordés aux riches. L'initiative du PS pour davantage de justice fiscale vise à enrayer la ruineuse concurrence fiscale et à prévenir ses effets négatifs.

Le taux d'imposition minimal exigé par l'initiative, soit 22% pour les plus hauts revenus, reste très modéré en comparaison des pays voisins et il n'aura des retombées concrètes que pour un petit nombre de cantons. Les cantons de Suisse centrale en particulier cherchent à appâter les riches par des taux d'imposition attractifs. La plupart des autres cantons imposent de manière plus équitable les très hauts revenus. Parler d'une scandaleuse atteinte à l'autonomie des cantons, comme le fait le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, revient à se retrancher derrière un principe dont la péréquation financière entre les cantons forts et faibles relativise déjà la portée.

Nous avons également besoin de solidarité entre les cantons, pour renforcer la cohésion nationale. L'initiative instaure davantage d'équité entre les cantons, ainsi qu'entre les très hauts revenus et les personnes disposant de revenus inférieurs. Comedia recommande par conséquent de voter un OUI convaincu à l'initiative.

**OUI À L'INITIATIVE POUR PLUS DE JUSTICE FISCALE
LE 28 NOVEMBRE !
POUR EN SAVOIR PLUS, VOIR P. 8**

Image de une : Lundi 4 octobre, Tribunal de Monbenon à Lausanne. La syndicaliste Denise Chervet est accusée de contrainte et de violation de domicile chez Allpack. Le lendemain, le tribunal l'acquitte refusant de criminaliser le recours au droit de grève. (photo Yves Sancey)

Ne pas punir deux fois

Le 28 novembre 2010, le peuple suisse sera appelé à voter sur l'initiative sur le renvoi et son contre-projet direct. Avocat sensible aux enjeux politiques, Peter Nideröst est opposé à ce qu'une partie de la population étrangère soit doublement punie. Ce qui reviendrait à instrumentaliser le droit des étrangers, déjà rigide aujourd'hui. Il met en outre en garde contre une désolidarisation de la société.

Qui sont vos clients ?

Peter Nideröst : Je représente avant tout des personnes venant d'Etats tiers, qui aspirent au regroupement familial ou risquent une expulsion.

L'avocat des cas désespérés ?

C'est exact. Les gens faisant appel à moi sont par exemple en prison, la procédure pénale est close et ils risquent un renvoi.

L'initiative sur le renvoi de l'UDC s'inscrit dans une politique de dissuasion.

Qui ne fonctionne pas, comme le montrent toutes les études. Je suis absolument d'accord de punir les criminels avec toute la sévérité prévue par le Code pénal. Mais le droit doit être le même pour tous.

Et c'est pourquoi le contre-projet serait un moindre mal, mais n'offre pas de réelle alternative ?

Il sanctionne aussi la petite criminalité. Un jeune qui vole une voiture, par exemple. C'est absolument disproportionné.

Quelles sont les principales raisons du double non des Juristes démocrates de Suisse (JDS) ?

Le Parlement aurait dû invalider l'initiative sur le renvoi, contraire au droit international. Il ne l'a malheureusement pas fait, par peur de fournir de nouveaux arguments à l'UDC. C'est toutefois une erreur d'appréciation politique de croire que le contre-projet permettra de combattre l'initiative. En effet, il va dans la même direction et si les citoyens peuvent choisir, ils opteront pour l'original.

Que visent concrètement l'initiative et son contre-projet ?

Les deux projets visent à créer de façon déguisée un droit pénal d'ex-

ception pour les personnes sans passeport suisse et ne venant pas d'un pays de l'UE. Ce qui revient en dernier lieu à punir doublement une minorité de la population étrangère.

Soyez plus précis.

Une personne ayant déjà subi une condamnation entrée en force serait encore punie par un renvoi. En outre, cette sanction frapperait même les personnes ne présentant pas de risque de récidive. En effet, les seuls critères déterminants seront l'infraction et la longueur de la peine.

Ce qui revient à exporter la criminalité ?

Le durcissement de la loi sur les étrangers ne vise pas le tourisme criminel, pour lequel la législation existante suffit. Il touchera des personnes vivant depuis de longues années en Suisse, comme les seconds et les secondas. Or les auteurs de l'initiative ne les considèrent pas comme des membres de notre société, mais comme des étrangers dont on veut se venger – ne me demandez pas pourquoi.

Un exemple concret de votre travail ?

Un Serbe de 39 ans ayant vécu 24 ans en Suisse a été condamné à une peine de neuf mois de prison avec sursis, suite à des infractions contre le patrimoine. Son renvoi est à l'ordre du jour. Or je ne vois aucune raison de le punir plus sévèrement pour les actes commis qu'un Suisse ou un Bulgare.

Les partisans de l'initiative diraient qu'il a violé le droit d'accueil.

Des personnes comme lui font tout le sale boulot. Or les individus nés ici, qui sont allés ici à l'école ou ont des proches en Suisse ne sont pas des « hôtes ». Le choix de tels mots n'est que pure polémique.



PETER NIDERÖST. Cet avocat de 45 ans vit et travaille à Zurich. Il s'est spécialisé en droit des migrations et en droit pénal. Devenu père de famille, il se consacre toujours plus au droit civil (droit du bail notamment). Cet ancien coprésident de Solidarité sans frontières fait partie du comité du Collectif sans-papiers de Zurich. Il est en outre membre des Juristes démocrates de Suisse, qui ont recommandé de voter 2x NON le 28 novembre, à l'initiative sur le renvoi et à son contre-projet, voir p. 8.

Il serait donc suffisant d'appliquer le droit des étrangers en vigueur ?

Nous avons une jurisprudence rigide en comparaison internationale. Le Tribunal fédéral lui-même développe une argumentation xénophobe – je pense ici au cas Emre, où la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Suisse pour l'avoir expulsé en violation du droit au respect de la vie privée et familiale (voir www.humanrights.ch).

Quelles seraient les conséquences d'un OUI ?

La politique s'imaginerait qu'elle disposerait ensuite d'un moyen de réprimer les comportements indésirables. Or c'est le contraire qui est vrai. On rendra la société moins sûre, en la divisant. Car il y a un réel risque de désolidarisation entre ressortissants suisses ou étrangers, mais également au sein de la population étrangère, où l'on s'apprête à créer des catégories différentes.

Interview : Suleika Baumgartner
(voir arguments p. 8)

Tempête dans un verre d'eau

Les multinationales comme Amazon mettent le livre sous pression, même si les ventes de e-books sont encore très modestes. Quelles seront les répercussions de la digitalisation sur le quotidien des libraires ? Lors d'une journée comedia sur le e-book, on a dressé un bref bilan de la situation et on a cherché des réponses possibles.



(photo Margareta Sommer)

Par un dimanche ensoleillé, une quarantaine de libraires n'ont pas hésité à se déplacer pour assister aux discours des orateurs qui, loin de sonner le glas du livre, leur ont donné matière à penser. Bozena Mierzejewska, experte en médias à l'Université de St-Gall, a ouvert les

débats. Elle a comparé les bouleversements massifs à un cyclone qui nous tient dans sa ligne de mire.

Accepter et s'adapter ?

En observant la tempête de l'extérieur, on constate que le processus de digitalisation gagne tous les domaines. Même si les appareils de lecture sont en constant renouvellement, les formats incompatibles, sans parler des mesures insuffisantes en matière de protection anticopie, il est certain qu'Amazon et C^{ie} feront fortement pression sur les acteurs traditionnels du livre.

Pour le secteur du livre, cela signifie qu'il est urgent d'acquérir

les connaissances relatives aux nouveaux appareils et leurs logiciels pour être en mesure de conseiller la clientèle. «Egalement à l'ère du numérique, les commerçantes restent, à la différence des nouveaux acteurs, les professionnelles du livre.» En conclusion, il faut donc «accepter et s'adapter».

Un marché encore très modeste

C'est précisément ce que tente de faire Orell Füssli Buchhandlungs AG qui a pour l'instant, selon András Németh, membre de la direction, quatre à six modèles de e-readers en magasin. Le commerce du livre électronique n'en est qu'à

« LIVRES DE PAPIER » CONTRE L'ORDRE NUMÉRIQUE

« Numériser est une question politique »

Le collectif français « Livres de papier » appelle à refuser la numérisation des livres. Il constate le passage lucratif d'une économie de la possession à une économie de l'utilisation. Il met en garde contre le basculement numérique qui pourrait bien faire disparaître libraires et bibliothèques. La dématérialisation conduit à la dépossession des savoir-faire des professionnels du livre et brise la culture de métier.

La numérisation à grande échelle des livres entraîne des changements majeurs pour les librairies, les bibliothèques et les maisons d'édition. Le collectif français « Livres de papier » lance une mise en garde. «Les promoteurs des livres électroniques ne sont pas des amateurs de livres, mais des multinationales cherchant à réaliser des bénéfices», a expliqué Guillaume Carnino, éditeur et membre du collectif, en marge de la conférence du e-book organisée par comedia (voir ci-dessus). Le collectif déplore que des entreprises comme Google ou Amazon cherchent à remplacer les libraires par des plates-formes de vente en ligne. Le rôle des libraires se limiterait ainsi à gérer des données.

Dépossession des savoir-faire

Depuis 2009, le collectif regroupe des lectrices et lecteurs, des bibliothécaires, des libraires et des éditeurs opposés à la numérisation systématique des livres et publie un magnifique *Journal des réfractaires à l'ordre numérique*. Toutes ces personnes refusent expressément de voir déposséder ainsi de leurs savoir-faire les professionnels du livre. «Quand on entre physiquement dans une librairie, un dialogue s'établit, on se fait conseiller par un spécialiste et on n'a pas affaire à une simple machine», explique Carnino. Pour lui, le contenu et la matérialité d'un livre sont essentiels, permettant d'en faire une lecture page à page,

sans se laisser distraire par l'irruption chaotique des actualités dans Internet ou sur l'iPad.

En France, les librairies ont survécu, selon Carnino, grâce au prix fixe du livre. Mais leur situation est précaire et elles sont menacées de disparition: seuls 19% des livres sont achetés dans les librairies, le reste provenant de supermarchés comme Carrefour ou de la chaîne FNAC, qui vend aussi des supports sonores et de l'électronique de divertissement.

Repayer à chaque utilisation

«Les syndicats et les métiers du livre devraient considérer la numérisation comme une question politique.

ses débuts, comme l'attestent les chiffres suivants : 8000 titres sont actuellement proposés dans le format e-Pub, le plus répandu – ce qui est dérisoire comparé aux quelque 200 000 titres disponibles dans la seule filiale Kramhof à Zurich. Les pronostiqueurs de la branche comme Kirchner et Robrecht pensent que le livre électronique pourrait atteindre 10 % du chiffre d'affaires d'ici cinq à dix ans.

Au vu des questions de format et de copyright non résolues ainsi que des prix élevés des appareils, oscillant entre 350 et 950 fr., le livre électronique représente un marché encore très modeste. Pas étonnant dès lors que l'utilisateur e-reader qui vient s'approvisionner en matériel numérique chez OF a un revenu supérieur à la moyenne et a environ

45 ans. Les natifs du numérique, autrement dit les personnes qui ont grandi avec le téléphone portable et l'internet, ne peuvent pas encore s'offrir ce genre d'appareil. Le collectif français « Livres de papier », qui était invité à cette journée a présenté avec conviction les positions défendues dans son *Journal des réfractaires à l'ordre numérique* (voir ci-dessous).

Imprimé et technologie attirent

Lors de la table ronde qui a suivi, Tanja Messerli, responsable du département du secteur livre à la Wirtschafts- und Kaderschule de Berne a réfuté un préjugé : « Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les natifs du numérique que je forme actuellement ont un intérêt marqué pour les livres imprimés et autres longs textes. »

Toujours est-il que huit des libraires présentes ont déjà lu un e-book, comme le montrent les résultats d'un questionnaire. Mais seulement deux ont leur propre appareil de lecture, six souhaitent s'en offrir un et 15 sont encore indécis. 22 craignent des conséquences négatives pour leur métier et 14 espèrent plutôt une revitalisation de la profession. « Nous serons réduits à des sites de téléchargement de livres », a déclaré une participante. « Pour moi, les e-books sont une réalité qu'il s'agit de prendre en compte, car ils deviennent indissociables du quotidien », a précisé un autre participant. Une chose est sûre : à long terme, le cyclone va redessiner le paysage livresque.

Daniel Bouhafs

Il ne faut pas se laisser duper par le discours des entrepreneurs et des capitalistes », insiste la bibliothécaire Anne Quadri, collègue de Carnino au collectif. Lequel dénonce le droit d'utilisation exclusif conféré aux propriétaires de livres électroniques, et les pressions exercées par quelques multinationales en vue du passage d'une économie de la possession vers une économie de l'utilisation. L'opération s'avère encore plus rentable, étant donné que rien de neuf n'est fabriqué et que les mêmes produits sont revendus à chaque fois.

La numérisation constitue un problème pour les bibliothèques, contraintes de payer p. ex. les articles scientifiques publiés en ligne. Beaucoup de chercheurs préfèrent se servir sur Google, pour ne pas avoir à payer. En outre, un livre de papier relié peut être acheté et

appartient ensuite à la bibliothèque ou à la librairie. Par contre, les abonnements électroniques à des revues coûtent cher et doivent être renouvelés chaque année. « Si une bibliothèque ou une librairie décide de ne pas prolonger un abonnement, elle n'aura plus accès au périodique en question, même pas aux articles déjà payés », explique Quadri.

Refuser la numérisation

« Livres de papier » invite les professionnels du livre à s'organiser et à rejeter collectivement la numérisation. Si les éditeurs y mettaient leur veto, il n'y aurait pas de livres électroniques. D'où l'importance de faire connaître les arguments fondés contre le discours sur les prétendus avantages de la numérisation, rappelle Quadri. Le collectif a fait de bonnes expériences. « Le journal que



nous avons publié a trouvé un accueil favorable auprès des bibliothèques et de tous les métiers concernés », ajoute-t-elle. Beaucoup de gens se sont déclarés ravis d'apprendre qu'« enfin » d'autres personnes pensaient comme eux. Le collectif a également organisé divers débats ou actions, depuis sa création qui remonte à plus d'un an.

Annegret Mathari

Contact : livresdepapier@gmx.fr

Valérie Solano, secrétaire régionale comedia pour le secteur livre a organisé cette journée du e-book. Elle souhaite ici la bienvenue aux représentant·e·s du collectif français « Livres de papier ». (photo Margareta Sommer)

A quoi sert encore le journalisme ?

« Toute formation doit être tournée vers l'avenir. » Cette ouverture d'esprit et cette modernité sont bien présentes au centre de formation des médias MAZ à Lucerne. Tandis qu'un reporter présent à la conférence, David Bauer, faisait un compte rendu en temps réel sur son blog et Twitter, comedia en rend compte sur papier, de façon traditionnelle. Pour le fond, à vous de juger.

En septembre 2010, le MAZ (Medien-ausbildungszentrum), sorte d'équivalent alémanique du Centre romand de formation des journalistes (CRFJ), organisait son 5^e symposium sur les médias. Il avait choisi un titre accrocheur : « Wozu noch Journalismus ? » (A quoi sert encore le journalisme ?) Outre plusieurs rédactrices et rédacteurs en chef, les employées de la SSR SRG étaient particulièrement nombreux dans la salle. Le principal orateur, Jonathan Hewett, directeur du département de journalisme à la City University de Londres,

a brillamment démontré comment une technique – en l'occurrence une présentation PowerPoint – peut concrètement créer une plus-value. Six images ont servi au public de fil conducteur à travers son exposé divertissant où il a montré, à l'aide de diverses analogies, où se trouve le journalisme et dans quelle direction il devrait évoluer.

Accepter la fin d'une époque ?

Pour expliquer comment, selon lui, la plupart des journalistes réagissaient aux changements fulgurants touchant leur profession, Hewett a repris le modèle de changement en cinq phases de la célèbre psychiatre et thanatologue Elisabeth Kübler-Ross : comme chez les personnes vouées à la mort, il y a le déni (denial), la colère (anger), le marchandage (bargaining), la dépression (depression) et enfin l'acceptation (acceptance).

Lui-même s'est montré optimiste, invitant les éditeurs à exploiter les possibilités de la communication

mobile. Car il importe de prendre au sérieux les consommatrices et consommateurs de médias qui, depuis longtemps, puisent l'information à d'autres canaux que le traditionnel achat de journaux. De même, a-t-il ajouté, « nous devons être conscients que ces changements auront des conséquences encore impossibles à prévoir ».

Hewett a souligné l'importance future du journalisme de données, qui tire parti des banques de données publiées et met l'accent sur la visualisation. Toutefois, a-t-il précisé, « tous les journalistes ne seront pas en mesure d'apprendre toute la gamme des nouvelles techniques ».

Wolfgang Blau, qui participait à la conférence via Skype, s'est exprimé dans le même sens. Le rédacteur en chef de *Zeit-online* a invité à ne pas perdre de temps à refuser de voir la réalité. « La presse écrite continuera d'exister, mais nous ne pouvons pas nous contenter de faire comme dans le passé. » La « révolution » actuelle a

OÙ VA LE TRAIN DE L'INTERNET ?

Le marteau de fatalité semble frapper la branche des médias. De nombreux intervenant-e-s, comme ici au MAZ et plus généralement dans ce dossier en trois volets sur la dématérialisation, nous ont parfois assommés avec le côté inévitable des bouleversements en cours comme si la technologie ne pouvait pas avoir plusieurs usages. Il ne s'agit pas d'être a priori contre les nouvelles technologies. Elles ont ainsi permis l'apparition de canaux d'information et de réflexion alternatifs à la pensée dominante qui tranchent avec les règles de la connivence et de l'asservissement aux pouvoirs. On peut malheureusement douter qu'une telle émancipation rejaillisse sur les sites des grands médias et encourage l'impertinence de leurs journalistes.

Les nouveaux acteurs de l'internet reproduisent l'information plus qu'ils ne la produisent. Ils agrègent les contenus les plus divers vers une multiplicité de supports. Le journaliste, travailleur « multisupports » et « multitâches », est censé maîtriser toutes les techniques. Plutôt qu'un enrichissement créatif pour le journaliste, cela conduit plutôt à dévaloriser les métiers, tuer l'emploi et faire fortement baisser la qualité du « produit » finalement délivré. Pour attirer les annonceurs et éviter qu'ils aillent voir ailleurs, il faut faire du « buzz », diffuser les rumeurs, gaver le public de vidéos *cheap* et *trash*, réduire la politique à du people et ne tabler que sur l'émotionnel et l'immédiat. « Le discours patronal, indiquait Marie Bénilde dans *Le Monde Diplomatique* (août 2008), chante pourtant les vertus d'un métier régénéré par son aptitude à trier et à mettre des "contenus" divers sur les rails. Le train de l'Internet n'attend pas, mais nul ne sait où il va. »

Yves Sancey, rédacteur m-magazine

Jonathan Hewett, directeur du département de journalisme à la City University de Londres, priait les éditeurs suisses d'utiliser les possibilités de la communication mobile.





Jemima Kiss (à gauche), journaliste au *Guardian* et spécialisée dans les nouvelles technologies, racontait ses expériences avec Twitter, blog et Cie.

Wolfgang Blau, rédacteur en chef de *Zeit-online*, priait via Skype de ne pas perdre trop de temps à refuser la réalité.

(photos Simon Tanner)



beau ne pas être nécessairement bonne, il faut bien admettre qu'un nouvel ordre est en train de se mettre en place, « et nous ne savons pas ce qui en résultera ».

Professionnels et amateurs

A propos de la qualité des textes publiés, W. Blau juge secondaire qu'ils émanent de professionnels ou d'amateurs. Pour autant, bien sûr, que les standards journalistiques soient respectés. Selon son expérience, les utilisateurs (en ligne) souhaitent davantage d'interaction – ils veulent participer au débat. Par conséquent, il n'y a rien de pire que des commentaires laissés sans réponse. Une rédaction pourrait profiter de tels échanges, car « les utilisateurs en savent parfois plus que nous ». D'où sa fierté de pouvoir dire « nous avons mis en place une véritable rédaction collective ».

Deuxièmement, il faut améliorer la transparence. Blau faisait allusion à la transparence non pas journalistique mais personnelle : chaque rédactrice ou rédacteur peut publier sous www.zeit.de son profil et révéler ainsi quelque chose de sa personnalité, afin de faciliter le dialogue avec le lectorat. Une telle démarche a naturellement « un caractère facultatif », a-t-il souligné.

Troisièmement, davantage de journalistes devraient suivre une formation de programmeurs – et vice-versa. Blau a invité à faire preuve de plus de courage et de moins de nostalgie : « Quiconque est

devenu journaliste pour que les autres l'écoutent ferait bien de changer de métier. Par contre, les individus se considérant comme des participants à une conversation sociale ont de belles heures devant eux. »

Technologie au *Guardian*

Jemima Kiss, journaliste du quotidien britannique *The Guardian* spécialisée dans les nouveaux médias et les technologies, s'occupe chaque jour de réseaux sociaux et d'autres tendances. Elle a expliqué qu'elle cherchait à tester un maximum de nouveaux outils de communication, afin de trouver ceux qui fonctionnent le mieux.

L'animateur Hugo Bigi a voulu connaître les expériences faites au *Guardian* avec la nouvelle *newsroom* intégrée – la « solution miracle » que Ringier a récemment inaugurée à Zurich, dans ses locaux de la Dufourstrasse. Réponse de Kiss : « C'est épuisant. » Jusqu'ici, bien des choses auraient été faites à double et le personnel serait toujours en train d'apprendre la communication de base nécessaire. « Je commence moi-même à trouver le juste équilibre face à la masse énorme d'informations disponibles. »

Quand Bigi lui a demandé si la *newsroom* permettait de garantir la qualité, Kiss a reconnu que « tout tourne autour de la technique ». Le journalisme de données en particulier exige la collaboration des journalistes et des programmeurs – elle a ainsi souscrit aux remarques de Blau.

Jemima Kiss qui – cela va de soi – tient un blog et possède à ce titre 17 000 *followers* abonnés à ses messages brefs, devait encore dire quand elle trouve le temps de dormir. « J'ai des enfants, on ne dort jamais », a-t-elle dit en riant, avant de reconnaître plus sérieusement : « Il s'agit de se fixer des limites. » Blau avait auparavant répondu dans le même sens à la question : « Si les journalistes ne se contentent plus de faire des recherches et d'écrire mais doivent encore correspondre avec leurs lecteurs, n'en arrive-t-on pas à un job 24h/24 ? » Sa réponse : « Il faut apprendre à gérer les attentes d'une disponibilité permanente. » La consternation semblait plus sincère dans le cas de la journaliste que pour le chef du *Zeit*, qui semble partir de l'idée que son personnel est en tout temps et durablement disponible. Face à de telles exigences, le débat sera tôt ou tard inévitable.

Suleika Baumgartner

TARTU DÉCLARATION

Sylvia Egli von Matt, directrice du MAZ, a présenté la Déclaration Tartu sur les 10 compétences que devraient acquérir les journalistes durant leur formation pour servir le public même si les réd' en chef ont malheureusement souvent d'autres critères. Site (en anglais) : www.ejta.eu/index.php/website/projects

Halte aux abus de la concurrence fiscale !

La sous-enchère que pratiquent délibérément certains cantons et communes en fait des complices objectifs des touristes du fisc et des plus riches contribuables. Cela menace la cohésion nationale et ne profite qu'à celles et ceux qui ont les moyens de choisir de s'installer dans des paradis fiscaux. Tous les autres ont tout à y perdre. Un déséquilibre que veut justement empêcher l'initiative « Pour des impôts équitables ».

Halte aux abus de la concurrence fiscale : aujourd'hui, les cantons et les communes se disputent les multimillionnaires à coups de cadeaux fiscaux accordés aux contribuables les plus aisés. Avec, pour conséquence, des pertes de recettes dont les personnes disposant de revenus inférieurs paient la facture. L'initiative entend justement mettre un terme aux abus de cette concurrence fiscale.

En finir avec des taxations dégressives absurdes : dans de plus en plus de cantons (à l'image de celui d'Obwald), les contribuables les plus riches doivent payer proportionnellement moins d'impôts que les personnes qui disposent de revenus inférieurs. Notre initiative

ve interrompre cette tendance inéquitable en interdisant purement et simplement les barèmes dégressifs.

Cantons et communes conservent leurs prérogatives : comme notre initiative prévoit simplement la fixation d'un taux marginal minimal pour les plus hauts revenus, les cantons et les communes demeurent libres de fixer leurs taux d'imposition au-delà de ce palier.

L'initiative est une solution modérée : l'initiative établit un taux minimal d'imposition pour les très hauts revenus et les grandes fortunes. Seule une petite minorité de contribuables sont concernés : ceux qui disposent d'un revenu imposable supérieur à 250 000 francs

ou d'une fortune imposable nette supérieure à 2 millions de francs.

Plus de justice : notre initiative vise à établir une meilleure justice fiscale. Premièrement, entre les fortunes et revenus élevés et ceux qui le sont moins, parce que les contribuables les plus aisés ne seront plus privilégiés par rapport au reste de la population. Deuxièmement, entre les cantons et les communes, parce que la spirale de la sous-enchère fiscale sera interrompue.

Le 28 novembre, votez OUI à l'initiative « Pour des impôts équitables »

Le Parti socialiste suisse

Info : www.justice-fiscale.ch

Contre le racisme : 2 x NON aux renvois !

Le contre-projet « Expulsion et renvoi des criminels étrangers dans le respect de la Constitution », adopté par la majorité des Chambres fédérales en juin 2010, sera opposé le 28 novembre prochain en vote populaire à l'initiative de l'UDC « Pour le renvoi des étrangers criminels ». Le Mouvement de lutte contre le racisme refuse de choisir entre la peste et le choléra ; il vous encourage à voter 2 x NON.

2 x NON à la discrimination !

Si l'initiative de l'UDC ou le contre-projet des Chambres fédérales passent, les personnes sans passeport suisse seront doublement punies : elles seront premièrement condamnées à une peine de prison pour leur délit, mais se verront également renvoyées dans un pays qu'elles ne connaissent pas forcément. Inscrire dans la Constitution une loi qui condamne doublement les étrangers-ères est un acte ouvertement raciste !

2 x NON à la violation des droits fondamentaux !

L'initiative et le contre-projet impliquent des renvois automatiques qui violent plusieurs droits fondamentaux parmi lesquels : le principe d'individualisation de la peine, le principe de non-refoulement, le droit à la vie privée et familiale. Ainsi, une personne pourrait être renvoyée, loin de sa famille, sur les frontières d'un territoire où sa vie et sa liberté sont menacées. En plus, ni l'initiative ni le contre-projet ne prennent en compte les circonstances particulières des cas.

2 x NON à l'amalgame « étrangers-criminalité »

L'initiative et le contre-projet assimilent étrangers et criminalité. Ce grossier amalgame instrumentalise les statistiques afin de faire des étrangers-ères des boucs émissaires. En effet, si les étrangers sont surreprésentés dans les statistiques, ce n'est pas en raison de leur qualité d'étranger, mais bien en raison du fait qu'ils sont majoritairement jeunes et de sexe masculin. Nous voulons lutter ensemble pour l'égalité des droits de toutes celles et tous ceux qui habitent, vivent, travaillent en Suisse. Nous voulons agir contre toutes les formes de discrimination et vous invitons par conséquent à voter NON et NON à l'inscription de la double peine dans la Constitution.

Mouvement de lutte contre le racisme (www.mlcr.ch).

Plus d'info : www.2xnon.ch,
www.droitderester.ch, www.sosf.ch,
www.stopexclusion.ch

CONFÉRENCES-DÉBATS

- **Judi 4 novembre**, 20 h 15, Maison du Peuple, pl. Chauderon 5 à Lausanne avec Emilie Bovet et Justine Détraz, coordinatrices du MLCR, Christophe Tafelmacher, avocat, membre du MLCR.
- **Lundi 15 novembre**, 20 h, Vevey. Pour le lieu, renseignements dès le 1^{er} novembre, www.mlcr.ch, présentation : Graziella de Coulon (Coordination Asile), Katy François et Florence Métrailler, membres du MLCR.
- **Mardi 16 novembre**, 20 h, Citrons Masqués, rue des Pêcheurs 4, à Yverdon, présentation : Maïla Kocher et Emmanuelle Anex, membres du MLCR.

MANIFESTATIONS 2 x NON

Pour barrer la route au fascisme

- Samedi 6 novembre 14 h, au Temple devant Manor à **Fribourg**
- Samedi 6 novembre 17 h, pl. St-François à **Lausanne**. Fin de la manif : vers 18 h 30 à la Fraternité, pl. Arlaud, Lausanne, avec un apéritif antiraciste ; suite de la soirée à l'Espace autogéré dès 20 h 30 pour une série de concerts.

QUI DIT 2 x NON ?

Solidarité sans frontières, comedia, Juristes démocrates de Suisse, Les Verts suisses, JS Jeunesse socialiste suisse, Union syndicale suisse et UNIA.

Droit de grève victorieux

Lundi 4 octobre s'est tenu le procès de la syndicaliste Denise Chervet accusée de contrainte et de violation de domicile dans le cadre d'un piquet de grève en 2003 chez Allpack. Le lendemain, le Tribunal de police d'arrondissement de Lausanne l'a acquittée, les charges étant aux frais de l'Etat. Par ce jugement important, le tribunal a refusé de criminaliser le recours légitime au droit de grève et à l'action syndicale.

« Enfin, justice ! C'est génial. » Denise Chervet affichait un large sourire à la sortie du Tribunal de Montbenon à Lausanne. Inculpée dans le volet pénal de l'affaire Allpack, qui connaît ainsi son épilogue 7 ans après, l'ancienne syndicaliste de comedia a été acquittée. Pour rappel, suite à la grève Allpack (fabrique d'emballage à Reinach, Bâle-Campagne) en 2003, une série de militantes, dont plusieurs du syndicat comedia, ont été attaquées en justice suite à l'agression du piquet de grève par la police le 1^{er} décembre 2003. Les salariées d'Allpack étaient en grève contre une baisse massive de leurs conditions de travail imposées par de nouveaux contrats et contre le refus de la direction de toutes négociations avec le syndicat qui les représentait.

Denise Chervet blanchie

Inculpée puis blanchie dans une autre affaire – le blocage des Presses Centrales de Lausanne en 2001 – le cas de la Fribourgeoise avait été disjoint en vertu du principe juridique de l'attraction du for. Lundi 4 octobre, en l'absence de la partie plaignante, le Tribunal de police d'arrondissement de Lausanne jugeait si Denise Chervet – actuellement secrétaire centrale de l'Association suisse des employés de banque (ASEB), et, au moment des faits, secrétaire centrale de comedia et responsable syndicale pour cette action de grève – était coupable de contrainte et de violation de domicile. Le lendemain, en fin d'après-midi, le juge Jean-François Cuénoud l'a acquittée et libérée de tous les chefs d'accusation et a mis les charges du procès aux frais de l'Etat.

Droit de grève légitime

Ce jugement est important puisque le tribunal a ainsi refusé de criminaliser

le recours légitime au droit de grève et à l'action syndicale. Ce verdict montre que contrairement au jugement rendu le 27 mars 2009 par le Tribunal pénal de Liestal (BL) pour d'autres inculpés dans la même affaire (cf. *m-magazine* N° 4, 2009) la plupart condamnés à trois jours amende avec sursis, la justice vaudoise reconnaît la légitimité de pouvoir exercer le droit de grève en acquittant Denise Chervet. Le juge Jean-François Cuénoud a émis « un doute sérieux » sur les accusations d'Allpack. Dans son jugement, il a du reste repris dans les grandes lignes la thèse de la défense. A la lumière des différents témoignages, « il ressort qu'aucun travailleur n'a été contraint à rebrousser chemin ». L'accusation de violation de domicile a été rejetée car les manifestants « se sont retrouvés malgré eux en territoire privé » contraints et poussés par des policiers antiémeute arrivés en surnombre.

Victoire syndicale

Le Tribunal de Liestal avait considéré la formation d'une chaîne humaine comme un acte de contrainte. Cette contrainte est toute relative pour la justice vaudoise, ne serait-ce que parce que les entrées latérales qui auraient facilement permis aux salariés d'accéder au bâtiment n'avaient pas été entravées. L'avocat de l'accusée, M^e Jean-Michel Dolivo, va plus loin : « Ce jugement montre que l'on peut avoir une lecture des circonstances et du droit très différente de celle du Tribunal de Liestal. Sur la base des témoignages et du dossier de la défense, le juge a reconnu que les syndicalistes s'étaient comportés de manière conforme au droit. C'est une victoire syndicale. »

Yves Sancey



4 octobre, Tribunal de Montbenon à Lausanne. Une vingtaine de militant·e·s de divers syndicats (comedia, SSP et SEV) étaient venus soutenir Denise Chervet (au premier plan) dans l'épilogue judiciaire du procès Allpack, qui se clôt par une victoire syndicale. (photo *m-magazine*)

NON À LA LIBÉRALISATION TOTALE DU MARCHÉ POSTAL

« C'est une grande victoire pour le Syndicat de la communication, mais surtout pour tous les usagers qui réclament le maintien d'un service public postal de qualité accessible à toutes et tous. Et aussi pour les employé·e·s de La Poste ! » Il avait de quoi être satisfait, Alain Carrupt, président de Syndicom. Le mercredi 29 septembre, par 102 voix contre 82, le National venait de refuser de libéraliser totalement le marché postal. « Le Conseil national a fait le choix de servir l'intérêt général : celui de la population en général, des PME, des régions périphériques et des quartiers. » (Extrait de *Contexte*, N° 15, 8.10.2010)

FONDATION DE PRÉVOYANCE DE L'INDUSTRIE GRAPHIQUE (fpig)

2009 – Un léger mieux

Le degré de couverture selon les directives de l'OPP2 est passé de 98,06 % à 102,83 %, ceci alors que nous avons réduit de 0,5 % le taux d'intérêt d'évaluation (taux de calcul des rentes) qui est passé à 3 %. La fpig a affiché un rendement global de 9,5 % (exercice précédent – 11,4 %). Fin 2009, la fortune de la fpig s'élevait à 125,4 millions (exercice précédent 119,7 millions). Le résultat net de l'exercice selon Swiss GAAP RPC 26 s'élevait à 2286054 fr. (exercice précédent – 2291739 fr.). (fpig)

Une protection encore bien trop fragile

A mi-septembre, l'Union syndicale suisse (USS) a organisé un colloque juridique sur la question de la protection contre le congé abusif en Suisse. Sommes-nous alors à l'aube d'une réforme du dispositif de protection contre le congé ? Une journée entre espoir et désillusion. Voici un aperçu des principaux points développés par des orateurs d'horizons divers et variés.

Le Pr Gabriel Aubert a ouvert la séance avec une mise en contexte sur ce qu'est la protection contre le congé abusif en Suisse mise en place en 1988. Elle est définie aux articles 336 à 336b du Code des obligations (CO). Elle comporte deux dispositifs juridiques distincts : reconnaissance de la liberté de donner le congé et possibilité de faire reconnaître l'abus de droit.

Une liste non exhaustive

Le licenciement est considéré comme abusif selon une liste de cas non exhaustive. Entre autres, il s'agit des congés donnés pour une raison inhérente à l'exercice d'un droit constitutionnel. C'est le cas du licenciement antisyndical. Comme Jean Christophe Schwaab l'a démontré, la liberté syndicale recouvre entre autres le droit d'adhérer ou non, le droit de grève et de manifestation, le droit à l'information et à la présence

syndicale sur le lieu de travail ou encore la négociation collective.

Progressivement, le Tribunal fédéral (TF) a étendu le sens du licenciement abusif en s'appuyant sur l'article 328 CO, soit sur l'obligation de protection de la personnalité. Comme le Dr Adrian von Kaenel l'a démontré, cette obligation a eu des conséquences juridiques. Nous pouvons citer trois exemples où le licenciement est reconnu abusif : lorsque l'employeur ne prend pas les mesures nécessaires pour régler un litige dans l'entreprise ou pour protéger la santé des travailleurs ou s'il demande à un employé de faire des travaux différents de son cahier des charges, qui dépassent ses capacités.

Le fardeau de la preuve

C'est au salarié de démontrer le caractère abusif du licenciement, ce qui est souvent difficile. Le TF est intervenu pour alléger le fardeau de la preuve et a mis en place un mécanisme de présomption de fait. Il y a deux cas pour lesquels il y a un renversement du fardeau de la preuve : le licenciement d'un représentant du personnel (CO 336 al. 2 let. b) et suite à des discriminations liées au sexe (art. 10 LEG). L'employeur doit alors prouver qu'il avait des motifs justifiés. Le congé donné dans ce cadre est ainsi considéré comme illicite a priori. La pénalité prévue pour licenciement abusif est de 1 à 6 mois.

Bilan mitigé

Le bilan sur la protection contre le congé est mitigé. L'allègement du fardeau de la preuve dans certains cas est positif, mais la faiblesse des sanctions est négative. Elles ne peuvent pas remplir leur rôle dissuasif et réparateur. L'indemnité basée sur le salaire péjore les bas salaires. D'autre part, pour pouvoir faire recon-

naître le caractère abusif du licenciement, il faut faire opposition au licenciement durant le délai de congé. Cette procédure peut être un obstacle. L'absence de possibilité de réintégration entrave l'exercice des droits fondamentaux sur le lieu de travail. Un allègement du fardeau de la preuve et des sanctions plus fortes sont nécessaires pour une protection efficace.

Révision en cours

Bassem Zein, de l'Office fédéral de la justice (OFJ), a présenté le projet de réforme des dispositions actuelles du CO préparé par son office et transmis au Conseil fédéral. Ce dernier a ouvert le 1^{er} octobre la procédure de consultation. Rappelons que cette révision a comme toile de fond la plainte que l'USS avait déposée en 2003 auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) contre la Confédération. L'OIT l'avait invitée à réagir mais celle-ci a soutenu jusqu'ici que la protection contre le congé était suffisante.

Le projet de révision comprend trois volets. Premièrement, l'impossibilité de licencier un représentant des travailleurs élus pour des motifs économiques. Deuxièmement, la possibilité d'introduire des dispositions conventionnelles plus favorables : on repousse ainsi le problème d'une meilleure protection contre le congé sur le dos des partenaires sociaux. Troisièmement, une augmentation de l'indemnité pour licenciement abusif à 12 mois de salaire. Mais qu'en restera-t-il après le passage devant les Chambres fédérales ? Malheureusement, aucune possibilité de réintégration n'est proposée, ni d'extension de ce principe aux délégués syndicaux.

Carole Aubert

RÉINTÉGRATION OBTENUE !

M. travaille dans une entreprise d'emballage en Suisse romande. Elle était membre de la commission du personnel et déléguée syndicale de comedia depuis 10 ans. En juin 2009, elle fait partie de la « charrette » d'un licenciement collectif. Elle apprend son licenciement en même temps que les autres.

Or, la Convention collective (CCT) d'entreprise, signée par comedia, prévoit que pour licencier un·e représentant·e du personnel, la commission doit être prévenue d'avance pour pouvoir en discuter paritairement. La CCT avait donc été violée. Une requête en nullité du licenciement est déposée avec le soutien de comedia. Un accord a été trouvé dès la conciliation. M. a été réintégrée dans son emploi aux mêmes conditions de travail et d'ancienneté. (BRn)

Guerres et paix du travail

Le collectif vaudois Climage filme les institutions qui représentent des lieux clés de la Suisse. Le « Génie helvétique » de J.-S. Bron montrait le déroulement d'une commission fédérale avec ses salles, couloirs et portes qui se ferment. « La Forteresse » de F. Melgar filmait le quotidien d'un centre d'enregistrement pour requérants d'asile. Stéphane Goël s'est intéressé aux « Prud'hommes », film actuellement au cinéma.

« Il m'a paru primordial de réaliser un film qui serait une sorte de chronique guerrière au pays de la paix du travail » souligne Stéphane Goël. Après un premier refus, il a pu pénétrer avec son équipe dans ce tribunal nocturne qui traite les litiges entre employeurs et employés. Durant dix mois, il a pu placer sa caméra empathique au cœur des prud'hommes et y filmer une trentaine d'audiences. Là aussi des couloirs et des portes. Le cérémonial d'un huissier au regard impavide. En arrière-fond, la violence du monde du travail, le plus souvent sourde et qui ne fait guère parler d'elle dans les médias.

Poignant et drôle

Chaque année, ce sont pourtant plus de 1200 cas qui sont traités aux prud'hommes dans le canton de Vaud et 1500 à Genève. Licenciements abusifs, heures supplémentaires et salaires non payés, maltraitance psychologique et harcèlement. Tous ces thèmes peuvent être l'objet d'un litige porté devant ce tribunal. Poignant et parfois drôle, ce documentaire à l'affiche en Suisse romande depuis le 3 octobre, suit les destins contrastés et contrariés de différents travailleurs et employeurs.

Le dispositif filtre la parole

Les histoires qu'il n'a pu avoir au tribunal – il fallait l'accord des deux parties pour filmer –, Goël est allé les chercher auprès des syndicats et de l'inspection du travail. Là, il a rencontré des salariées bafouées dans leurs droits et leur dignité : « Le monde de l'entreprise, devenu très difficile à filmer, c'est le hors-champ et le contexte du film. D'où ces séquences à l'inspection du travail où les gens viennent avec leur parole. Dans les audiences où nous avons pu filmer, nous n'avons pas suffisamment

d'échos à la complexité de cette réalité. De par le dispositif, la parole du justiciable est filtrée et cadrée au tribunal. Ce n'est peut-être pas le lieu où cette parole peut s'exprimer. Certains ressortent du reste de cette expérience aux prud'hommes avec une grosse frustration ».

Une justice de conciliation

Cette juridiction spécifique, venue du Moyen Âge et instituée au XIX^e siècle et qui a pour but de garantir la paix civile, offre une procédure rapide et accessible à tous et gratuite. Contrairement à Genève, les victimes vaudoises ne peuvent pas y réclamer plus de 30 000 francs. Ce sont donc plutôt les « bas salaires » qui se retrouvent sur les bancs des plaignants. A la première audience dite de conciliation, le juge en face-à-face avec l'employée et le patron, assisté ou non d'un avocat ou d'un syndicaliste, tente de trouver un terrain d'entente. Le film montre bien les tensions autour de cette tentative du juge – qui en tire alors une grande satisfaction s'il y réussit – de réconcilier les deux parties. Ce qui tourne souvent au marchandage pour fixer le « prix de la souffrance ». Une justice de con-

ciliation avant d'être de jugement. S'il n'y a pas d'accord ce sera l'audience dite de jugement avec le recours aux témoins.

Retrouver sa dignité

Sans voix off mais pas sans point de vue, la caméra de Goël nous fait entrer dans une série d'histoires, nous permet de nous identifier et de nous attacher tour à tour aux différents protagonistes. On se révolte avec cette femme polonaise qui se fait licencier le lendemain du retour de son congé maternité alors qu'elle a travaillé le plus longtemps possible enceinte. On retrouve sa dignité quand un patron esclavagiste sera remis à sa juste place. On se met à la place du juge quand le doute plane sur la rechute possible d'un ancien alcoolique ou sur la validité des excuses médicales d'un absentéiste chronique. On entre ainsi progressivement dans le jeu de cette justice mal connue. Goël aura réussi à en décrypter le fonctionnement. Par son montage, il nous tient en haleine et rompt le silence sur la violence du monde du travail enfin mise en lumière.

Yves Sancey



Au-delà d'un NON et d'un OUI

Le NON clair, à 73 %, contre la baisse des retraites avait donné beaucoup d'espoir dans la lutte contre le démantèlement des assurances « sociales ». Le OUI, limité à 53,4 %, pour la scandaleuse révision de la Loi sur le chômage (Laci) est une douche froide qui doit nous réveiller. Nous devons arrêter de nous contenter d'être sur la défensive en répondant aux coups portés par la droite et les milieux économiques.

Ce printemps, l'attaque de la droite sur la baisse des rentes LPP (2^e pilier) a pu être contrée massivement le 7 mars dernier parce qu'elle touchait personnellement la majorité de la population. Mais il fut peu question de solidarité dans ce vote.

NON printanier sur la LPP

Sur le fond, on s'est battu, avec force et justesse, pour que la LPP ne soit pas encore plus mauvaise qu'actuellement. Mais qui a osé dire que la LPP était tout sauf une assurance « sociale » puisqu'elle reproduit, et accentue même parfois, à la retraite toutes les inégalités de la vie professionnelle : en pénalisant les bas salaires, les temps partiels, les sans-emploi, les femmes (et les hommes) qui n'ont pas de carrière complète... Qui a osé dire qu'on pourrait mieux faire avec les 650 milliards d'épargne

de la LPP pour des retraites plus solides sur le modèle de l'AVS ?

OUI automnal sur la Laci

Pour la révision de la Laci, acceptée le 26 septembre, l'enjeu était le même : empêcher qu'une mauvaise assurance « sociale » devienne encore pire. Malheureusement trop peu de monde s'est senti concerné, et là où une vraie solidarité aurait dû se développer, la gauche et les syndicats ont échoué dans de nombreuses régions, surtout celles où le taux de chômage était le moins élevé. Certes, pendant la campagne, on a soulevé un vrai problème : celui du financement de l'assurance chômage qui épargne les hauts salaires. Mais cette position juste sur le déplaçonnement des cotisations n'avait jamais été défendue auparavant, ni dans un quelconque programme politique, ni lors de la consultation de la loi (sauf par la CGAS* et par comedia), ni lors des débats parlementaires. D'autres pistes pour un « autre » financement de la Laci n'ont pas été explorées pour faire payer les entreprises qui licencient pour augmenter leurs profits, leurs bonus et leurs dividendes, les entreprises qui offrent très peu d'emploi par rapport à leur chiffre d'affaires.

Proposer, pas seulement défendre

De plus, qui a osé dire pendant la campagne de votation, ce que vivent tous les sans-emploi : la loi actuelle est un entonnoir de répression et de culpabilisation qui les poussent à accepter un emploi « convenable », mais pas une période où on peut se ressaisir et se former pour retrouver un emploi durable ? Qui a osé donner des perspectives pour une vraie révision qui améliore les prestations avec un financement qui fasse payer les responsables du chômage ? Nous

nous sommes battus contre des baisses de prestations scandaleuses pour que la situation ne soit pas pire qu'avant, mais avons-nous donné dans notre combat le moindre signe qu'on puisse améliorer la loi ?

A l'avenir, les syndicats et la gauche devront continuer à se battre non seulement contre de nouvelles tentatives inévitables de démantèlement, mais aussi et surtout prendre les devants et devenir concrètement propositionnels pour que les assurances prétendument « sociales » le deviennent vraiment.

Bernard Remion

* Les syndicats genevois, réunis dans la CGAS, ont élaboré ce printemps, et transmis à l'USS pour son prochain congrès, un manifeste pour une « autre » révision de la Laci. Il peut être demandé auprès de la rédaction.

LETTRÉ DE LECTEUR

Déficit de mobilisation

La révision de l'assurance chômage est passée, nous en prenons acte. Encore une fois le patronat a certes mis tous les moyens à sa disposition. Je souhaite rappeler ici que l'échec de cette votation tient vraiment dans le taux d'abstention qui, pour Genève, Lausanne et Neuchâtel, était à plus de 50 %. Ces électeurs, dans l'ensemble employés, ne se sont pas sentis solidaires de celles et ceux qui traversent la difficile épreuve du chômage et ses conséquences graves (précarité, détresse, souffrances, solitude, maladies, etc.).

Dans cette campagne, nous étions à Genève une poignée de militants, appuyés par les secrétaires syndicaux et membres de partis de gauche. Peu de syndiqués, et encore moins de chômeurs... Nous pourrions avoir des raisons d'être en colère contre ce déficit de mobilisation ! J'ai l'espoir que les travailleurs vont se ressaisir, car les prochains enjeux vont exiger beaucoup de force dans la bataille. Pour bien des travailleurs, il y a urgence à reprendre le chemin du local de vote !

Eddie Lacombe, membre de comedia

4^e Conférence des personnes au chômage et en fin de droit

COMMENT LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE, L'EXCLUSION ET LA PAUVRETÉ AUJOURD'HUI ?

Vendredi, 29 octobre Secrétariat central comedia, Monbijoustrasse 33, Berne, Salle de séances, 5^e étage

Inscription : Pour des raisons d'organisation, nous vous prions de vous inscrire soit par écrit, soit par courriel à stefanie.fuerst@comedia.ch ou www.comedia.ch.

Propositions à l'attention de la conférence de la CCF, s'il vous plaît d'ici au 22 octobre 2010 à l'adresse : comedia, Secrétariat central, Stefanie Fürst, case postale, 3001 Berne ou stefanie.fuerst@comedia.ch.

La documentation sera envoyée peu avant la conférence, après réception des inscriptions et des propositions.

L'engagement et la bricole en héritage

Giletière-culottière, ouvrière dans une fabrique de montres, cantinière, sommelière, nettoyeuse à La Poste et relieuse chez Weber à Bienne, ce ne sont que quelques-unes des professions exercées par Raimonde Mutrux. A quatre-vingts ans, elle continue de se battre contre les injustices qu'elle n'a jamais supportées. Jardiner et bricoler sont ses activités favorites maintenant qu'elle est à la retraite.

Parmi la dizaine de métiers qu'elle a exercé, Raimonde Mutrux a travaillé plusieurs années comme sommelière, en plus d'un travail dans une cantine. Divorcée et élevant seule ses jumeaux, elle pouvait ainsi arrondir ses fins de mois. Un jour, son chef s'est plaint qu'elle a pris l'initiative de changer les croissants de place et lui a fait comprendre qu'il pouvait se passer de ses services. Ni une, ni deux, devant tous les clients médusés, Raimonde s'assoit alors tranquillement à une table et commande un café, maintenant qu'elle ne travaille plus.

Héritage paternel

L'anecdote est révélatrice de quel-
qu'un qui, tout au long de sa vie ne
s'est pas laissé faire.

« Oui, je crois
que j'ai repris
l'héritage de
mon père »
nous dit
Raimonde.
Son père,

fraiseur dans l'horlogerie au Locle, s'était fait licencié pour son militantisme syndical. Troisième de sa fratrie, Raimonde n'était pas une enfant voulue et laisse entendre que c'est sans doute pour cela qu'elle a dû se battre. De son père elle a hérité un certain sens de la bricole qui lui permet d'épater ses copines par sa capacité à inventer des figurines, comme ici ce pingouin, à partir d'objets du quotidien récupérés. Elle lui doit aussi la passion du jardinage. De sa mère, elle conserve de précieuses recettes de cuisine pas chères qui lui permettent de s'en sortir avec sa petite retraite : pain aux œufs, brouillade (mélange de tomates et œufs) ou charlotte aux pommes qui alterne couches de pain grillé et pommes.

Cinglés de boogie-woogie

Après un apprentissage de giletière-culottière chez Moine à Peseux, elle va à Bienne à l'usine Freitag en 1948. Après six mois, elle peut à nouveau chercher du travail, l'usine étant délocalisée à Zurich. « J'ai toujours trouvé quelque chose. On trouvait encore facilement en ce temps-là. » Elle travaille sept ans à la Bulova, une fabrique de montres. Les années 1950 sont des années dorées : « On était beaucoup de copains et de copines toujours en bande. On était des cinglés de la danse. Le boogie-woogie.

J'ai eu une belle jeunesse. » Puis très vite elle se fiance, se marie et les jumeaux arrivent en 1955. Elle arrête de travailler une dizaine d'années. Séparation puis divorce en 1969 : « C'était un homme qui était trop joli. »

Défense des grands-mères

Ensuite, pour que ses enfants ne manquent de rien, les métiers s'enchaînent. Elle fabrique des bracelets de cuir chez Boss, sert ensuite dans une cantine pour les travailleurs de l'horlogerie tout en travaillant comme sommelière. Elle fait ensuite du porte-à-porte puis sept ans les nettoyages à La Poste. Après un an dans un home pour personnes âgées à La Neuveville, la directrice la met à la porte : « Je défendais les petites grands-mères. » Une fois de plus, comme son père, elle tape sur la table quand quelqu'un demande pourquoi une grand-maman pleure. Elle explique que la directrice adore humilier les pensionnaires en public.

De Syndicom à comedia

Après avoir été syndiquée « depuis toujours » dans l'horlogerie puis à La Poste, elle vient à comedia puisqu'elle travaille sept ans comme relieuse chez Weber. « On n'était pas payé beaucoup pour le travail qu'on faisait. C'était très dur. Les hommes avaient 500 fr. de plus par mois. » Elle y défend les temporaires à qui certaines ouvrières – qui ont oublié qu'elles aussi ont dû apprendre le métier – mènent la vie dure. Depuis vingt ans, elle vit de sa petite retraite. Sa dernière folie, un nouveau logement avec un jardin. Mais elle pense contester une hausse abusive du loyer. Décidément, Raimonde ne se laisse pas faire.

Texte et photo : Yves Sancey



Capacité d'étonnement

L'aller-retour entre l'Europe et l'Amérique latine est le signe distinctif de la journaliste allemande Anne Huffs Schmid. A travers son dernier livre, cette connaisseuse du Mexique cherche à dépasser les clichés sur ce pays.

« Mon livre répond à la nécessité d'expliquer mieux, à partir de l'Europe, la réalité mexicaine si chargée de stéréotypes et si difficile à comprendre », déclare la journaliste allemande Anne Huffs Schmid. La vie mexicaine est empreinte d'une violence omniprésente. « En parlant avec beaucoup de gens, des intellectuels, des militants, la plupart disent que ce qui se passe aujourd'hui n'est pas nouveau. »

Huffs Schmid conteste ce constat si fataliste. Il se passe aujourd'hui des choses que le pays n'avait jamais vues auparavant, même dans la sale guerre des années 1970, auxquelles s'ajoute un certain fatalisme social.

« Les politiques gouvernementales et la militarisation intimident. Elles frappent les mouvements sociaux et indigènes dans des Etats comme le Chiapas, Oaxaca et Guerrero », explique la connaisseuse du Mexique. Il en découle « un risque réel de paralysie des mouvements sociaux qui se retrouvent sur la défensive ».

Pour Huffs Schmid, l'un des grands défis immédiats pour les acteurs sociaux et les organisations de défense des droits humains consiste à « se

confronter réellement et à fond avec ces nouveaux phénomènes. Il est fondamental de lier entre eux les thèmes de la répression, de l'angoisse, de l'impunité, de la délinquance, du non-Etat de droit; de les analyser ensemble et les travailler comme un tout indissociable. »

Clés de compréhension

Comment peut-on comprendre correctement la complexité d'un pays – et même d'un continent – depuis l'Europe à plus de 10 000 km de distance ? Pour Huffs Schmid, un élément essentiel c'est « de partir non seulement de la curiosité, mais aussi de l'étonnement ». Mais cet étonnement n'est pas suffisant : « Il est important d'être au clair sur la constellation de mythes existant au sein du public avec lequel il faut communiquer. Et bien savoir selon quelle perspective le journaliste observateur voit la réalité. Quand je relis mes articles d'il y a 20 ans, je découvre beaucoup de petites formules que j'utilisais à ce moment, en comparant des réalités qui étaient absolument incomparables. »

Cette passionnée de journalisme continue de donner des clés pour



Anne Huffs Schmid (née à Berlin, en 1964) travaillait au début des années 1990 au Mexique pour le célèbre quotidien *La Jornada*, comme correspondante du journal allemand *Die Tageszeitung*, de la *WoZ* et la *NZZ*. Depuis 2003, elle est chercheuse à l'Institut latino-américain de l'Université libre de Berlin. Elle vient de publier son livre « Mexiko – Das Land und die Freiheit », Zürich, Rotpunktverlag, 2010. (photo SFi)

traduire dans l'information des dynamiques aussi différentes que celles du Mexique et de la Suisse. « Il est important d'avoir toujours des regards complémentaires, c'est-à-dire d'observer un phénomène, un fait, une dynamique, un mouvement selon différents points de vue. Et y inclure un ingrédient imprescriptible, de modestie et d'humilité. On doit savoir clairement jusqu'où va – ou non – sa propre compréhension et d'où on regarde la réalité. Et où commence son propre étonnement. »

Sergio Ferrari



En août 2009, un vaste rassemblement pacifique proteste contre Marcelo Ebrard du Parti de la révolution démocratique (PRD), maire de Mexico, une des plus grandes villes du monde. Les manifestants lui reprochent son autoritarisme et son manque de sensibilité sociale. (photo SFi)

LE MEXIQUE AUJOURD'HUI

Fin août, le massacre de 72 migrant·e·s latino-américains dans l'Etat du Tamaulipas (à la frontière nord-est avec les USA) a choqué le monde. A Ciudad Juarez, 388 femmes et fillettes furent assassinées en 2009. 100 000 journalistes sont morts ou ont disparu en trente ans, dont plus d'un tiers pour les dix dernières années. Un rapport de l'UNESCO classe le Mexique comme le 2^e pays le plus dangereux du monde pour cette profession. Le Mexique est devenu l'un des pays les plus violents du monde. Une violence de plusieurs types : de l'Etat contre les narcotrafiquants ; de ces derniers contre les secteurs populaires (dont les immigrants) et les responsables politiques, pour les soumettre aux plans des cartels de la drogue ; de l'Etat contre les mouvements indigènes et sociaux. (SFi)

CACTUS

FÊTES ET LICENCIEMENTS

Le 13 octobre, la *Tribune de Genève* avec 150 invités, et *24 Heures* avec 300 invités ont fêté aux croissants pour les uns et au champagne pour les autres leurs nouvelles formules. L'encre des pages relatant ces événements mondains («Du beau monde pour le lancement d'un journal métamorphosé», titrait *24 Heures*) n'était pas encore sèche, le 14 octobre, quand Edipresse Suisse annonçait à ses imprimeurs et à la presse une nouvelle restructuration avec 16 emplois supplémentaires à la trappe au centre d'impression de Bussigny (et 80 en moins à Zurich dans le même groupe TamEdipresse). Il est quand même étonnant que les responsables de la communication d'un groupe, qui se targue si souvent de responsabilité sociale, n'aient pas inversé les deux dates! Il est vrai qu'entre «discours, petits fours, acrobaties et jonglages» (*24 Heures* 14.10.10), on ne peut pas penser à tout en servant le champagne! (BRn)

PLUS OU PLUS DE JOURNALISME

Le *Matin Dimanche* (du 10.10.10) nous présente la «métamorphose» de la *Tribune de Genève* et de *24 Heures* en mettant, dans la monobouche des deux rédacteurs en chef, la formule suivante: «Plus d'informations, plus

de rythme, plus de densité, plus d'analyses, bref, plus de journalisme.» Cela veut-il dire qu'il n'y aura dorénavant *plus* de... ou bien qu'avant il y avait *moins* d'infos, *moins* de rythme, *moins* d'analyses, *moins* de rigueur, *moins* de journalisme... A la place des journalistes de ces deux canards, on peut se demander s'il s'agit vraiment d'un encouragement pour le boulot qu'ils font avec une grande conscience professionnelle depuis toujours! (BRn)

LES «HASARDS» DE L'ACTU

Le 21 septembre, on pouvait lire en une du *Temps* que «le débat sur le nucléaire ressurgit». Le 27 septembre, la conseillère fédérale Doris Leuthard, qui a siégé au conseil d'administration de la société électrique du Laufenburg (une filiale d'Axpo qui milite pour la construction d'une nouvelle centrale nucléaire), passe du Département fédéral de l'économie à celui de l'environnement, des transports, de l'énergie (nucléaire ou non) et de la communication. Le 3 octobre, Gerold Bührer, le président d'économiesuisse, lui donnait son ordre de marche: de nouvelles centrales nucléaires, un deuxième tunnel routier au Gothard, la libéralisation du marché postal et l'extension de l'axe Berne-Zurich. La bourgeoisie suisse a le sens du timing. (YS)

CONSEIL SUISSE DE LA PRESSE

Obligation de vérité violée

En se référant à un rapport de la commission de gestion du Parlement, la *Weltwoche* a reproché au procureur de la Confédération Erwin Beyeler «d'avoir fait traîner et retardé» la procédure pénale contre le juge d'instruction Roduner et qu'il cherchait à «dissimuler totalement le scandale».

Le Conseil de la presse rejette la plainte concernant le retard. Il considère que le fait de laisser passer cinq mois avant d'entamer une procédure pénale pouvait légitimement

faire l'objet d'une critique du point de vue d'un journaliste, bien que le rapport se soit montré plus réservé à cet égard. En revanche, le rapport affirme que «pour la commission de gestion, il n'y a pas de tentative de dissimulation (...) reconnaissable comme telle». En prétendant le contraire, la *Weltwoche* a violé l'obligation de vérité. Elle n'a pas non plus respecté l'obligation de rectifier.

(Prise de position 35/2010;
www.presserat.ch/28090.htm)

Contre-courant

«Elle dit: «Je ne supporte pas les lignes droites, ça ne me rassure pas du tout.» Regardez, mais ne dites rien. Vous voyez, là, juste là, il y a des têtes qui sortent du sol. Des fleurs plus grandes que les arbres. Elles ont poussé hier soir. La pluie devait être plus douce que d'habitude. Il y a ce drôle de personnage. Lorsqu'il ouvre la bouche, un autre en sort. Il y a aussi ceux qui avalent d'autres personnages. Ceux qui volent. Ceux qui sont coupés en deux, ceux qui sont roses, ceux qui sont noirs. Les oiseaux avec des bras de singes, les cow-boys avec des balles boomerang. Regardez, ne vous retournez pas, sur votre épaule, là, un lapin masqué s'est assis. Elle dit: «Je veux des histoires fortes par leurs silences et leurs questions.» Elle a, de la Belgique qui l'a vue naître, l'humour, du Royaume-Uni paternel, le goût des fées, de la Scandinavie maternelle, le langage des oiseaux. Malentendante, elle a cultivé le regard, appris à lire au travers des gens «toujours étonnée de la différence entre l'apparence et la réalité». Dessiner. Le savez-vous? Comme ce doit être doux de s'absenter sous un crayon. Esquisser. Ebaucher à sa guise. Relire les ciels, les passants, les bancs vides où l'on enfante à loisirs des kyrielles d'enfants. Elle dit: «J'aime avoir des ombres. Avoir cette sensation de dessiner des choses qui ne sont pas vraies et les rendre vraies grâce à la lumière.» Tenez, rapprochez-vous, feuillotez celui-ci en premier. Ces bêtises, leurs vérités. «A quoi bon dessiner un poisson si on ne peut pas imaginer ce que représente le fait de nager à contre-courant?» Hein. Oui. Finissez votre verre et allons nager à contre-courant...»

Kitty Crowther. Albums parus à L'Ecole des Loisirs.
Le dernier: *Poka et Mine, le football*.
(photo Chimène Denneulin)



77 ans de *Typografische Monatsblätter*

Le lundi 20 septembre une vingtaine de jeunes graphistes se sont réunis à l'Ecomusée Voltaire pour assister à la soirée-événement organisée par quelques graphistes du secteur communication visuelle à Genève. Le rédacteur actuel des *Typografische Monatsblätter* (TM, *Revue de l'imprimerie Suisse RSI*), Lukas Hartmann, commentait les « unes » des TM de 1932 à nos jours. Il a fait passer le numéro d'essai paru en 1932 qui a été accueilli avec un grand intérêt. Les couvertures des TM étaient non seulement l'expression des créations et tendances typogra-

phiques, mais aussi les témoins des événements du temps qui marquaient les esprits, comme la Deuxième Guerre mondiale, le droit de vote des femmes – la corporation a été dominée très longtemps par les hommes – ou Mai 68. Si autrefois les TM abordaient en grande partie des questions techniques, les TM/RSI sont aujourd'hui un reflet riche et précieux des créations typographiques et graphiques des quatre coins du globe.

L'affirmation que « communiquer entre communicateurs visuels c'est

possible! », introduit par Kathrin Melzani, a suscité une discussion animée sur la valeur et les conditions du travail des graphistes. Et la question de la dévalorisation du travail créatif par manque d'exigence fut posée. Malheureusement, peu de jeunes sont restés pour l'apéro. Est-ce la beauté des créations qui les avaient suffisamment nourris? D'autres soirées suivront, à bientôt!

Roger Emmenegger,
membre du secteur communication visuelle



**SYNDICAT
DE LA
COMMUNICATION**

comedia
le syndicat des médias

AVENIR PROFESSIONNEL AU SYNDICAT DE LA COMMUNICATION ET À COMEDIA

Le Syndicat de la communication, syndicat des branches poste, logistique, télécommunications et technologies de l'information et le syndicat comedia, le syndicat des médias, fusionnent au début de l'année 2011. Le nouveau syndicat comptera dès lors près de 48000 membres.

Dans ce contexte, nous cherchons pour notre nouveau secrétariat à **Fribourg un·une Secrétaire syndical·e régional·e (80 %)**

Votre profil : vous êtes motivé·e à vous engager au niveau syndical et avez déjà une solide expérience dans ce domaine. Dans l'idéal, vous êtes au bénéfice de bonnes connaissances du droit du travail et du droit des assurances sociales et disposez d'un réseau syndical et politique dans le canton de Fribourg. Vous avez en outre le contact facile et un bon sens de l'organisation. De plus, vous avez le sens de l'initiative, êtes capable de travailler en équipe et résistez au stress. Vous maîtrisez parfaitement le français et avez de bonnes connaissances (surtout orales) de la langue allemande.

Vos tâches : vous conseillez les membres de votre région en matière de questions liées au droit du travail et des assurances sociales, travaillez en étroite collaboration avec les sections locales et les autres secrétaires régionaux·ales de Suisse romande. Vous assurez la mise en œuvre de la stratégie syndicale et le recrutement de nouveaux membres dans votre région. Vous organisez des assemblées, conduisez des séances d'information et organisez des actions syndicales. En outre, vous représentez le syndicat dans des commissions et des délégations de négociation.

Entrée en fonction : 1.1.2011 ou selon entente.

Ce que nous offrons : Un poste à responsabilités dans un environnement professionnel intéressant et des conditions de travail progressistes.

Etes-vous intéressé·e? Si oui, n'hésitez pas à nous faire parvenir votre dossier de candidature avant le 22 octobre 2010 à : Syndicat de la communication, Madame Jacqueline Hadji, Looslistrasse 15, 3027 Berne.

Monsieur Alain Carrupt, président central du Syndicat de la communication, tél. 031 939 5270, se tient à votre disposition pour tout complément d'information sur l'emploi mis au concours.



**SYNDICAT
DE LA
COMMUNICATION**

comedia
le syndicat des médias

AVENIR PROFESSIONNEL AU SYNDICAT DE LA COMMUNICATION ET À COMEDIA

Le Syndicat de la communication, syndicat des branches poste, logistique, télécommunications et technologies de l'information et le syndicat comedia, le syndicat des médias fusionnent au début de l'année 2011. Le nouveau syndicat comptera dès lors près de 48 000 membres.

Dans ce contexte, nous cherchons pour notre secrétariat à **Lausanne un·une Secrétaire syndical·e régional·e (60-100 %)**

Votre profil : vous êtes motivé·e à vous engager au niveau syndical et avez déjà une solide expérience dans ce domaine. Dans l'idéal, vous êtes au bénéfice de bonnes connaissances du droit de travail et du droit des assurances sociales et disposez d'un réseau syndical et politique. Vous avez en outre le contact facile et un bon sens de l'organisation. De plus, vous avez le sens de l'initiative, êtes capable de travailler en équipe et résistez au stress. Vous maîtrisez parfaitement le français et avez de bonnes connaissances (surtout orales) de la langue allemande.

Vos tâches : vous conseillez les membres de votre région en matière de questions liées au droit du travail et des assurances sociales, travaillez en étroite collaboration avec les sections locales et les autres secrétaires régionaux·ales de Suisse romande. Vous assurez la mise en œuvre de la stratégie syndicale et le recrutement de nouveaux membres dans votre région. Vous organisez des assemblées, conduisez des séances d'information et organisez des actions syndicales. En outre, vous représentez le syndicat dans des commissions et des délégations de négociation.

Entrée en fonction : 1.1.2011 ou selon entente.

Nous offrons un poste à responsabilités dans un environnement professionnel intéressant et des conditions de travail progressistes.

Si vous êtes intéressé·e, faites-nous parvenir votre dossier de candidature le plus vite possible à l'adresse suivante : *comedia*, Service du personnel, case postale 6336, 3001 Berne.

Alain Carrupt, président central du Syndicat de la communication, tél. 031 939 5270, se tient à votre disposition pour tout complément d'information sur l'emploi mis au concours.

Bénéfices et licenciements en hausse

Près de 100 collaboratrices et collaborateurs de Tamedia et d'Edipresse Suisse vont perdre leur emploi. L'imprimerie de journaux d'Oetwil am See (ZH) fermera ses portes et seuls 20 employé·e·s recevront une proposition d'emploi à Zurich. Après les 50 licenciements de 2009 (voir p. 18), le Centre d'impression Edipresse (CIE) de Bussigny (VD) supprime 16 postes.



Cette rotative moderne sera bientôt utilisée à Bussigny.
(Photo Gabriela Schaufelberger)

DISPARITION DU TIRAGE SPÉCIAL DU TAGI

Tamedia, qui a racheté au printemps 2010 à la NZZ ses titres locaux dans le canton de Zurich, fait des économies et pas seulement dans ses centres d'impression. A la fin de 2010, le tirage spécial hebdomadaire du *Tages-Anzeiger* pour la région zurichoise passera à la trappe. 53 porteuses et porteurs de journaux sont directement concernés : leur temps de travail sera réduit de 3,5 heures par semaine et leur salaire en sera automatiquement baissé. Par ailleurs, le tour de distribution matinale de 700 collaboratrices et collaborateurs sera rogné de 2,6 minutes. La société Presto verra ainsi son chiffre d'affaires baisser de 1,9 million de francs. (HPG)

Tamedia a décidé de réduire de quatre à trois le nombre de ses imprimeries. Celle d'Oetwil am See (ZH) fermera à la fin de mars 2011 moins d'un an après son acquisition ! Ainsi, près de 100 personnes ayant un poste fixe ou rémunérées à l'heure perdront leur emploi. A Bussigny, 16 postes disparaissent (12 licenciements et 4 préretraites).

Les imprimeries de journaux souffrent incontestablement de surcapacités structurelles. Or ni Tamedia ni Edipresse ne sont en proie à des difficultés financières ou économiques. Ainsi, Tamedia a amélioré au premier semestre 2010 son résultat d'exploitation de 154,4 %, et le bénéfice net d'Edipresse Suisse augmente de 235 % à 22 millions de francs (voir p. 19). A Oetwil, le nombre de journaux imprimés a même augmenté par rapport à l'année précédente.

Selon Tamedia, toutes les variantes possibles ont été examinées dans une optique de réduction des capacités. Y compris la fermeture du plus grand centre d'impression, à Zurich. Ses mandats seraient allés à l'une ou l'autre des 30 imprimeries de journaux de Suisse – qui toutes ont des capacités suffisantes pour fonctionner jour et nuit.

L'argument décisif pour la fermeture de l'imprimerie d'Oetwil aurait été ses deux rotatives âgées de cinq ans seulement, qui remplacent celles de près de 20 ans en activité à Bussigny. De cette manière le site vaudois, qui souffre de pannes fréquentes, n'aura pas besoin d'investissements supplémentaires dans les dix prochaines années. Le quotidien *20 minutes* sera toutefois tiré à l'avenir à Berne – faute de capacités d'impression suffisantes sur place, après le changement de rotatives.

Plans sociaux différents

Tamedia ne contrôlera entièrement Edipresse qu'à partir de 2012. C'est pourquoi deux plans sociaux différents sont prévus à Oetwil et à Bussigny. Sur le plan matériel, ils devront correspondre aux accords conclus en juillet et en novembre 2009. Il est prévu que les discussions se déroulent au niveau des commissions d'entreprise – et donc que comedia en soit exclu. Or l'art. 407 du CCT de l'industrie graphique prévoit expressément que « lors de fermeture d'entreprise, l'employeur élabore un plan social avec l'assistance des parties contractantes ». Comedia exige que cette obligation soit également respectée à Oetwil.

Et comme il reste beaucoup de questions ouvertes, il est nécessaire que comedia ait voix au chapitre. Le cas échéant, quelles seront les conditions de travail des personnes transférées de Oetwil à Zurich ? Quelles seraient les mesures à prendre pour intégrer plus de 20 personnes dans le centre d'impression de Zurich ? Et si les collègues concernés aujourd'hui à Bussigny et Oetwil ne se satisfont pas du plan social négocié en 2009, pourquoi ne pas entamer de nouvelles négociations – au lieu d'accepter sans discussion ce qui est déjà en place pour faire plaisir à Tamedia/Edipresse ?

**Hans-Peter Graf, secrétaire central
industrie graphique et emballage**

Le prix à payer au quotidien

Le 9 octobre 2009, Edipresse annonçait une gigantesque vague d'une centaine de licenciements touchant rédactions, services techniques et imprimerie. Des plans sociaux et des mesures d'accompagnement ont été signés. Un an après, que sont devenus les journalistes, photographes, techniciens et imprimeurs d'Edipresse ? *m-magazine* a fait le point avec des personnes qui y travaillent encore ou ont été licenciées.

« Même si le périmètre éditorial s'est réduit, il faut continuer à assurer la qualité du journal. Il est donc facile d'imaginer que les rédactions travaillent désormais en flux tendu », nous raconte un journaliste. « Si on devait timbrer, on aurait des surprises : nos journées sont devenues nettement plus longues » ajoute-t-il. « Et aussi plus intenses », ajoute une collègue. « Aujourd'hui, quand nous réalisons des enquêtes approfondies nous devons, en même temps, assurer d'autres pages... » Et d'autres tâches.

Rédactions en sous-effectif

On demande en effet de plus en plus aux journalistes d'accomplir des missions qui vont bien au-delà de leur cahier des charges traditionnel : réaliser des vidéos et des photos avec un téléphone portable pour alimenter le site web du journal est désormais une coutume. Des tâches supplémentaires qui grignotent de plus en plus de temps au travail rédactionnel et d'enquête.

« Les rédactions sont clairement en sous-effectif », nous dit une journaliste. « Les fixes tirent constamment la langue pour assurer le journal et dès que quelqu'un est malade ou part en vacances c'est sur des pigistes que l'on s'appuie. Il y a un grand turn-over de ce côté-là », con-

fesse un autre employé convaincu que si un fixe devait partir, il ne serait pas remplacé. La *Tribune de Genève*, par exemple, en a fait l'expérience : les départs au secrétariat de rédaction n'ont pas été remplacés. Le travail est fait maintenant notamment par les stagiaires journalistes de la rubrique locale qui doivent ainsi jongler entre deux boulots, deux horaires, du jour et du soir.

Photographes à la demande

« Les licenciements de 2009 ont été une aberration », affirme un journaliste qui n'a toujours pas compris la logique qui a guidé la direction d'Edipresse à licencier des photographes de sa rédaction pour finalement se rendre compte qu'ils avaient coupé à tel point qu'il faut maintenant souvent mandater des photographes indépendants pour faire face à la quantité de travail impossible à assumer à l'interne.

« De facto, nous continuons presque tous à travailler pour le même employeur, sauf que maintenant nous sommes "libres" et que nous n'avons donc plus les mêmes garanties fixes tous les mois. Il faut aller de l'avant, rappeler que nous existons, être plus flexibles et assumer plus de frais. Tous les jours sont à inventer... » raconte un photographe. « Ce n'est pas une situation facile à gérer ; pas tout le monde peut et sait réagir de la même manière face au stress auquel nous sommes confrontés maintenant », raconte un autre collègue. « Trouver des mandats autres que Edipresse ? Ce n'est pas impossible mais ce n'est pas facile non plus. Tout le monde s'improvise photographe pour réduire ses frais ; la concurrence est rude... mais je continue parce que la photo c'est ma passion... », ajoute-t-il. « Pour l'instant on vit », dit un autre collègue. « On sait

qu'il y a des nouveaux projets en chantier pour bientôt : il ne nous reste qu'à voir si et comment cela pourra nous amener du travail. »

Notable exception à ce sombre tableau, *Le Matin Dimanche*, sur lequel la direction mise beaucoup au point d'avoir créé six nouveaux postes.

Imprimerie : une vraie catastrophe

Un an après les licenciements, « c'est une vraie catastrophe » selon un imprimeur. Les heures sup ont explosé. Sur les huit premiers mois de 2010, une équipe de nuit aux rotatives compte déjà une centaine de jours supplémentaires, soit 4 à 5 par personnes. Pour l'équipe de jour, c'est encore pire. « Les gens sont à cran, nerveux, irrités. L'ambiance au travail est pourrie. Il y a davantage de stress. Cela se voit sur les visages. Nous ne sommes jamais assez et les gens tombent malades » nous confie un collègue. L'organisation de la vie de famille devient très compliquée.

Les répercussions sur la qualité ne se sont pas fait attendre ni les menaces des clients externes de partir. La direction semble avoir pris acte de l'urgence et commence timidement à réengager du monde, mais personne parmi les licenciés. A l'expédition, après des mois très difficiles et une explosion des heures sup, le fait que la direction a accepté le nouvel horaire proposé par la commission du personnel permet de rendre supportable une situation bien dégradée.

Bilan mitigé pour les licenciés

Les personnes qui se sont occupées du fonds de soutien pour les personnes qui ont quitté Edipresse ont été choquées de découvrir « la misère humaine derrière un licenciement ». La fin du salaire a des conséquences sur la santé, les retards de factures

Toute notre enquête s'est effectuée avant l'annonce d'une nouvelle vague de licenciements dans l'imprimerie (voir p. 17). Pour quelques millions de plus – quitte à rendre la vie de leurs salarié·e·s plus insupportable –, la direction est prête à augmenter encore l'intensification du travail et de l'exploitation.

d'assurance et de médicaments, les dettes, provoquant parfois violence conjugale et alcoolisme. «On ne s'imaginait pas du tout» nous dit un imprimeur. La majorité a néanmoins retrouvé du travail. Certains se sont mis à leur compte dans la branche, d'autres sont devenus fleuriste ou informaticien. Mais pour une dizaine de personnes proches de la soixantaine, certains sachant à peine lire et écrire, les perspectives sont plus sombres avec, en bout de course, l'aide sociale.

Au prépresse, une salariée proche de la soixantaine n'a toujours pas retrouvé de travail et a toujours la rage pour la manière dont on l'a remerciée après 40 ans de maison. Elle se console en voyant que son état de santé s'est amélioré depuis son départ. Ce n'est pas le cas de son col-

lègue resté en place qui a fait une dépression suite à cette vague de licenciements.

Pour pouvoir présenter à Tamedia la situation financière la plus favorable possible en vue de la vente de la dernière tranche – dont le prix est lié à la marche des affaires –, la direction d'Edipresse a pressuré cadres et salariées. Les économies sur la masse salariale permettent de beaux résultats financiers (voir ci-dessous). Mais le prix payé par ceux qui ne retrouvent plus de travail et la pression que subissent ceux qui sont restés sont terribles. Plus que jamais des rencontres avec les commissions du personnel de Tamedia et Edipresse, avec les syndicats, sont nécessaires pour s'organiser pour la suite.

Fabia Bottani et Yves Sancey



L'annonce de la fusion avec Tamedia et la fin du *Matin Bleu* en mars 2009 préfiguraient la vague de licenciements de l'automne 2009. Depuis, les actionnaires d'Edipresse se remplissent les poches et les salarié·e·s paient le prix fort. (photo m-magazine)

RÉSULTATS SEMESTRIELS 2010 D'EDIPRESSE SUISSE

Des chiffres noirs, très noirs

Au premier semestre 2010, le Groupe Edipresse dans son ensemble sort des chiffres rouges. Le résultat opérationnel, Ebidta, des activités dites «poursuivies» (non vendues à Tamedia) sont passées de -1,7 à +8 millions. Ce résultat aurait été bien meilleur s'il avait tenu compte des 205 millions payés par Tamedia pour l'acquisition de la première tranche (49,9 %) d'Edipresse Suisse.

Groupe en déclin consolidé

Cette somme a permis d'éponger quasiment les dettes – passées de 166,3 (fin 2009) à 28,4 millions –, d'acheter directement à Lamunière SA des immeubles pour 59 millions, d'augmenter en six mois le «bénéfice accumulé» de près de 68 millions (de 245 à 313 millions), et ainsi d'augmenter les fonds propres de 169,5 % (de 286,5 à 485,5 millions)!

Non seulement les salariées d'Edipresse Suisse ont permis de financer tous les grands rêves internationaux et «dans le Luxe» de Lamunière et C^{ie}, mais également d'éponger les dettes et les échecs accumulés à l'étranger grâce à la vente d'Edipresse Suisse.

Edipresse Suisse au top

Comme les années précédentes et comme nous l'avons toujours dit, les résultats d'Edipresse Suisse – qui n'a jamais quitté les chiffres noirs – sont excellents. Le bénéfice net de ces activités dites «abandonnées» et vendues à Tamedia augmente de 291 % de 7,5 à près de 22 millions en comparaison avec le 1^{er} semestre 2009. Le résultat opérationnel Ebidta – qui indique les capacités économiques réelles de l'entreprise – a bondi de 235 %, de 15,5 à 36,5 millions. La marge opérationnelle passe de 8,5 %

à 20,7 %. Ces chiffres seraient encore meilleurs s'ils n'intégraient pas les pertes de 14,6 millions en Espagne et en France.

Et du côté des salarié·e·s...

Ces chiffres sont particulièrement noirs pour les salariées qui payent le prix fort (voir ci-dessus) pour ces résultats financiers réalisés «grâce» aux licenciements de 2008 et 2009. Cet automne, il faudra aussi que la bonne santé retrouvée de Tamedia (voir m-magazine N°9) et la très bonne santé confirmée d'Edipresse Suisse se traduisent par des augmentations de salaire importantes à la hauteur des espérances et des efforts des salariées qui ne récoltent pour tout remerciement qu'une nouvelle restructuration (voir p. 17).

Fabia Bottani et Bernard Remion

Licenciements collectifs en chaîne

Les Imprimeries réunies de Lausanne (IRL), situées à Renens, sont à nouveau frappées par 16 licenciements. Des licenciements collectifs en chaîne, des bénéfices juteux des principaux actionnaires du groupe Swissprinters (Ringier et Tamedia / Edipresse) et un détournement de la procédure CCT en cas de licenciement collectif par la direction du site... Une mobilisation serait souhaitée. Explications.

C'est avec tristesse que comedia a appris, à la mi-août, un nouveau licenciement collectif aux IRL : seize collègues, dont six qui partent en retraite anticipée. C'est le troisième successif après juin 2009 avec le licenciement de 25 collègues et 15 autres en novembre 2009. Les IRL comptaient plus de 200 collègues début 2009 ; il n'en restera que 147 après cette dernière charrette. Comedia dénonce avec indignation cette perte massive d'emploi et de savoir-faire.

Le syndicat n'a été informé par la direction du site que par la transmission d'un communiqué de presse, juste après l'information donnée au personnel. C'était le 17 août dernier. Seuls les membres de la commission du personnel avaient été avertis, un mois et demi après son président, en date du 2 août 2010.

Les propositions émises par la commission du personnel n'ont pas été retenues. Et c'est finalement le concept social de Swissprinters qui est appliqué sans amélioration. Ni le personnel, ni le syndicat n'ont donc pu participer à ce processus et faire leurs propositions. Lors des derniers licenciements les choses s'étaient également passées de cette manière... Cela nous oblige à trois constatations.

Détournement de procédure

Premièrement, Swissprinters est signataire du CCT de l'industrie graphique. Ce dernier prévoit une procédure bien spécifique dans le cas de mesures de restructurations. Le but de cette procédure est d'éviter les licenciements. Si cela s'avère absolument impossible il s'agit d'en réduire le nombre et d'en atténuer les conséquences sociales et économiques pour les collègues concernés (art. 401 al. 1 CCT). L'information donnée par l'employeur est réglée par l'art. 402 CCT et prévoit que : dès que les plans techniques, financiers et

autres permettent à l'employeur d'acquiescer une vue d'ensemble, ils doivent être présentés à la représentation des travailleurs qui pourra faire valoir son point de vue ; ensuite l'employeur doit informer le personnel immédiatement ainsi que le syndicat.

Comedia estime que cette procédure n'a pas été respectée. Voilà pour quoi comedia a envoyé une lettre à la direction des IRL, l'informant de ce fait. Elle a répondu qu'elle avait respecté le CCT, puisque le syndicat avait été informé immédiatement après le personnel, qui lui avait été informé immédiatement après que la commission du personnel a fait valoir son point de vue...

Comedia part du principe que cela ne fait pas de sens que le personnel et le syndicat soient informés une fois la seule consultation de la commission du personnel terminée, car le but des mesures prévues dans le CCT ne serait pas atteint. La direction des IRL a donc trouvé un moyen d'interpréter de manière très restrictive les dispositions du CCT !

Il est évidemment décevant que la représentation du personnel n'ait pas pris les devants en informant le personnel et le syndicat et en leur demandant conseil. Le mandat des commissions du personnel et des syndicats est de défendre les intérêts des travailleuses et travailleurs. Or, ce « noble » mandat ne peut être rempli qu'avec une participation large des intéressés ! Le CCT prévoit expressément (art. 311 al. 2) que « pour des questions importantes exigeant une information complète et ne souffrant aucun ajournement, des assemblées générales peuvent être tenues pendant la durée du travail ». Si l'annonce d'un licenciement collectif n'est pas jugée comme une « question importante »...

Comedia tient aussi à rappeler que la Loi sur la participation délie du secret

de fonction les représentants du personnel vis-à-vis des personnes qui ont « qualité pour assurer la défense des intérêts du personnel » (art. 14 al. 1. LPart). De plus, aucune confidentialité ne peut être imposée dans le cadre d'une négociation, car elle torpillerait les chances de négociation équitable (*m-magazine* N° 7-8, 2009).

Concept social sans base légale

Deuxièmement, le concept social Swissprinters est un accord interne au groupe négocié en janvier 2009 entre la direction et les commissions du personnel des différents sites. Il n'a donc pas de statut légal comme un CCT. Si le concept social n'est pas à proprement parler sans avantage pour les travailleurs, ces avantages restent toutefois assez limités. Ils reprennent largement les dispositions prévues par le CCT (prolongation du délai de congé, obligation d'aide à la formation continue ou à la réorientation). Les préretraites prévues ne sont pas complètes et ceux qui optent pour elles perdent sur leur rente à vie. Notez encore un élément intéressant : Swissprinters appartient à 58,8 % au groupe Ringier, qui a un concept social pour les rédactions qui est nettement supérieur.

Même si elle est composée de militants de longue date et expérimentés en négociations, la commission du personnel reste liée par son emploi à l'entreprise et ne peut pas remplacer un syndicat, indépendant, qui négocie, soutenu par une mobilisation du personnel.

Pas de licenciements antisyndicaux

Troisièmement, des membres de la commission du personnel du site ont été systématiquement licenciés avec chaque charrette : pas moins de 5 collègues ont subi ce sort : 4 en 2009 et un en 2010. Comment une commission du personnel peut-elle se construire et

Salaires à nouveau en francs suisses

La monnaie suisse continue à battre des records. Les entreprises helvétiques exportatrices cherchent la parade. La palme revient à l'imprimerie Karl Augustin AG, à Thayngen (dans le canton de Schaffhouse). Cette imprimerie active spécialement dans l'impression d'emballage a soumis début août, à ses quinze frontaliers, un nouvel accord de paiement, non plus en francs suisses, mais en euros. Avec un taux de change de 1,55 franc par euro ! Solution jugée « radicale » par *Le Monde* (16.9). Et une violation claire du droit suisse. En outre, un collègue qui ne rendait pas la signature exigée recevait la résiliation de son contrat à fin novembre 2010 « pour des raisons économiques ». Comedia a défendu ces salariées. Devant la pression, les salaires sont à nouveau payés en francs suisses. Une plainte a toutefois été déposée par comedia à cause de la résiliation abusive que Karl Augustin ne veut pas retirer.

être efficace dans ces circonstances ? Comment les membres d'une commission du personnel peuvent-ils véritablement s'engager et négocier un accord dans ce cadre ?

Notre appel à réaction de la commission du personnel et des salariés est resté quasi lettre morte. Il est certain que la situation des arts graphiques est actuellement difficile, qu'il y a beaucoup de pression sur les salariées du secteur. Pourtant, comedia est persuadé que s'ils veulent conserver de bonnes conditions de travail, ils doivent réagir et s'unir derrière leur syndicat pour faire front commun. La situation n'est en aucune manière irréversible.

Ne vous laissez pas désunir par la résignation et les pressions. La division n'a jamais servi que ceux qui tiennent le couteau par le manche. Rappelez-vous que seul le rapport de force peut améliorer les choses. Votre syndicat vous soutiendra si vous voulez agir !

Carole Aubert, secrétaire régionale IGE

ZIEGLER DRUCK AG

La crise pour justifier les licenciements

La crise profonde dans l'industrie graphique, la concurrence étrangère renforcée en Allemagne notamment et le franc suisse fort : c'est ainsi que la direction de Ziegler Druck AG à Winterthur justifiait fin septembre les 12 licenciements ramenés soudainement à 9, sans doute quand la direction s'est rendu compte que cela permettait d'échapper à la définition d'un licenciement collectif prévu dans le CCT et ses compensations financières pour des

reconversions. La direction parle d'une baisse du chiffre d'affaires de 21 % en 2008 et une perte de commandes en 2010. Une fois de plus, ce serait aux seuls salariés d'en payer le prix.

Autre mauvaise nouvelle : à l'avenir le magazine féminin *Annabelle* de Tamedia (actionnaire minoritaire de Ziegler) doit être imprimé en Allemagne et non à Winterthur. Pour la maximisation des profits du déjà très riche Tamedia.

UD PRINT (LU)

17 licenciements

« Les gros se plantent et les petits perdent leur travail ! » « Pourquoi doit-on payer les erreurs du management ? » demandait le personnel de l'imprimerie UD Print SA à Emmenbrücke. Il manifestait le 27 septembre dernier (photo Herbert Fischer) avec le soutien de comedia et Syna, pour exiger le maintien des postes de travail, la transparence de l'information et l'ouverture de négociations pour un vrai plan social.

UD Print – entreprise fondée en 1926 comme imprimerie coopérative et jadis fleuron de l'imprimerie lucernoise – a annoncé le 10 septembre des mesures de restructurations entraînant 17 licenciements. Les mesures proposées dans le cadre de la procédure de consultation par la commission du personnel pour éviter ou atténuer les licenciements ont été réduites en poussière.



Les membres au cœur de l'organisation

Le comité de pilotage du projet de fusion entre comedia et le Syndicat de la communication a fait un pas supplémentaire dans la définition de l'organisation interne du nouveau syndicat. La structure de milice concrétise la vision d'un syndicat véritablement au service de ses membres.

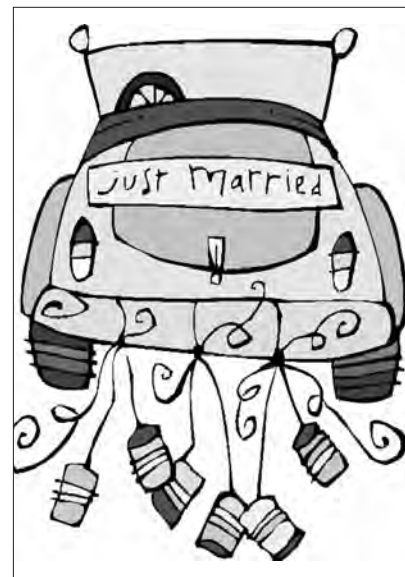
Si l'organisation de l'appareil professionnel constitue le système nerveux qui permet la mise en action du syndicat, la structure de milice en est le système artériel, car il reflète l'implication des membres dans l'élaboration des objectifs syndicaux, la manière dont la base nourrit le corps du syndicat. Samedi 18 septembre à Berne, le groupe de pilotage a donc étudié avec une attention particulière le concept d'organisation du nouveau syndicat.

Démocratie interne

La démocratie interne du syndicat se fondera sur une structure à trois niveaux principaux. Les sections, groupes d'intérêt et branches délégueront leurs représentants au congrès (tous les trois ans, assemblée des déléguées les autres années), organe suprême du syndicat. Le Congrès élira les membres du Comité central, organe de milice chargé de la direction stratégique du nouveau syndicat, ainsi que ceux du Comité directeur, qui assurera la direction opérationnelle. Conformément aux principes de la démocratie semi-directe, la votation générale, c'est-à-dire la consultation de l'ensemble des membres du syndicat, est bien sûr expressément prévue.

Adapté à chaque structure

Au niveau des 12 branches du syndicat, où se traitent les problèmes concrets de chaque catégorie professionnelle, le choix a été fait de structures différenciées, adaptées à la réalité de chaque branche. La branche Poste – qui couvre toutes et tous les employées de La Poste suisse – fonctionnera avec une conférence de branche, un comité de branche et, pour chaque unité d'affaires de l'entreprise des assemblées et groupes de travail nationaux. Pour les autres branches du secteur 1 (KEP, Mail, Transport et infrastructure) ainsi que les branches du secteur 2 (Télécoms, NTIC, Centres d'appels, Métiers des télécommunications), conférences et comités de branche seront complétés par des conférences et comités d'entreprise. Enfin, les branches du secteur 3 (Industrie graphique et impression d'emballage, Livre et diffusion de médias, Presse et médias électroniques, Communication visuelle) fonctionneront avec une structure plus sim-



ple constituée des seuls conférences et comités de branche.

Comités locaux

Concernant son organisation géographique, le nouveau syndicat (au niveau professionnel) comptera cinq grandes régions (Zurich – Suisse orientale; Suisse romande; Suisse du Nord-ouest – Suisse centrale; Berne – Haut-Valais; Tessin – Moesano) et quelque 18 secrétariats régionaux. Afin de renforcer l'existence du nouveau syndicat au niveau local sans attendre d'éventuelles fusions de sections, il est également prévu d'instituer des comités locaux, correspondant pour l'essentiel aux aires d'activité des secrétariats. Quelques questions restent cependant ouvertes, comme le rattachement de la bilingue Bienne ou la division du canton de Zurich.

L'importance accordée aux membres et aux sections et comités locaux s'est encore manifestée lors de la 1^{re} lecture du Règlement d'organisation du nouveau syndicat. Le comité de pilotage a ainsi décidé de renforcer l'implication des sections dans l'organisation des secrétariats régionaux.

Didier Page

FUSION: DROIT DE CONSULTATION

Chers membres,

Au Congrès des 3 et 4 décembre 2010, nous voterons sur la fusion entre le Syndicat de la communication et comedia.

Conformément à l'art. 16 de la Loi sur la fusion, les membres de ces deux organisations ont un droit de consultation sur les documents importants pour la prise de décision. Il s'agit en l'occurrence des documents suivants :

- **Contrat de fusion, y c. les bilans de fusion des deux syndicats au 30 juin 2010**
- **Rapport de fusion**
- **Comptes annuels et rapports annuels des trois derniers exercices des deux organisations**

Les documents mentionnés peuvent être consultés au siège principal de comedia (Secrétariat central, Monbijoustr. 33, Berne) du 1^{er} novembre au 3 décembre 2010. Les membres peuvent en demander des copies (gratuitement).

Dernière ligne droite

A sa séance – provisoirement la dernière –, le Comité central a rendu compte des licenciements dans l'industrie graphique. Il a également examiné les statuts du nouveau syndicat et nommé des membres de comedia pour les futures instances dirigeantes. Immédiatement après, le groupe de pilotage a traité en bonne partie les mêmes thèmes.

Le nouveau syndicat n'est pas seulement dépositaire de l'histoire du mouvement ouvrier, il repose très concrètement sur des statuts et règlements. Au cours des dernières semaines, ces documents ont été mis en consultation dans les commissions, les sections et les régions. A la séance du Comité central (CC) de comedia du 16 octobre, il s'agissait notamment de discuter des propositions de modifications reçues, pour que les deux documents puissent être traités l'après-midi par le groupe de pilotage (GP) et transmis au Congrès en vue de leur adoption. D'où l'invitation à la séance du CC des membres du GP n'en faisant pas partie habituellement.

Licenciements dans l'imprimerie

Tout d'abord, Kurt Küng a fait un compte rendu des négociations de la commission du personnel (dont il est membre) d'UD Print (voir art. p. 21). Il s'est dit « profondément déçu » de l'attitude de la direction, qui fait tout pour échapper à un plan social. Il a néanmoins été possible d'obtenir que le fonds en place pour les cas de rigueur passe du montant dérisoire de 10 000 francs à 100 000 francs, somme encore maigre. Il a souligné que ces licenciements interviennent à un moment où l'entreprise a largement assez de travail. Le personnel

d'UD Print accumule les heures supplémentaires. Quant aux suppressions d'emplois, elles ne sont pas dues à la baisse des commandes mais à la mauvaise gestion de la direction, qui tente à présent de se soustraire à sa responsabilité sociale.

Puis Hans-Peter Graf (secrétaire central du secteur IGE) a donné un aperçu des événements survenus dans les imprimeries de Tamedia et Edipresse, où près de 100 personnes perdront leur travail (voir art. p. 17). Là encore, on cherche à exclure les syndicats. Les commissions du personnel sont ainsi pressées de signer le plan social sans faire appel aux partenaires sociaux. Les médias se sont montrés étonnamment discrets sur cet épisode. La presse semble bien peu curieuse, quand les suppressions d'emplois se font dans son propre secteur.

Après ces rapports qui donnent à réfléchir, il a fallu en venir aux questions de fond. Le projet de contrat de fusion, avec le rapport correspondant et le bilan au 30 juin 2010, a été approuvé à l'attention du Congrès. Idem pour les statuts et le règlement d'organisation. Toutes les propositions reçues ont été expliquées et parfois longuement discutées, avant d'être acceptées ou rejetées – conformément aux recommandations du Comité directeur.

NOMINATIONS POUR LE CC, GP ET CG

Tant le CC que le GP ont nommé les membres des futures instances – Comité central, Comité directeur et Commission de gestion du nouveau syndicat.

Comedia a proposé pour le CC et GP : Frédéric Gendre, Massimiliano Tedoldi, Doris Thomas (IGE), Stefan Keller, Silvia Luckner (Presse et médias électroniques), Eva Bachofner (Livre et diffusion de médias), Lukas Hartmann (Communication visuelle), Gerda Kern-Weibel (Femmes), Salvatore Pittà (Migrations), Samuel Rüegger (Jeunesse), Peter Rymann (Retraité-e-s) et Patrick Bachmann (Libres).

Ont été désignés pour faire partie du nouveau Comité directeur : Mario Fedeli, Roland Kreuzer et Danièle Lenzin, proposée aussi comme coprésidente.

Enfin, comedia présente pour la Commission de gestion (CG) : Jürgen Schendekel et Tristan Pfaffen.

L'après-midi, à la séance du GP, cette liste a été complétée par les nominations du Syndicat de la communication. Plusieurs participant-e-s ont insisté pour améliorer tant la quote-part de femmes que la représentation de la Suisse romande et du Tessin.

Mêmes thèmes l'après-midi

Le contrat de fusion, le règlement sur les cotisations, les statuts et le règlement d'organisation étaient également à l'ordre du jour de la séance du groupe de pilotage de l'après-midi. Les membres du GP – des deux syndicats – se sont entendus sur la plupart des points. Seul le délai de démission des membres a été discuté. Chez comedia, les cotisations cessent d'être versées après trois mois déjà alors qu'au Syndicat de la communication, les membres sont déliés de cette obligation à la fin d'un exercice, moyennant un préavis de six mois. Le compromis sur lequel le Congrès votera parle de six mois, mais avec effet immédiat.

Nina Scheu



Soutien online : www.non-c-non.ch

Le site est mis en ligne depuis le 5 octobre. Développé grâce à la collaboration de quatre syndicats romands (comedia, SIT, SSP et Unia) et du 2^e Observatoire, il est la première plate-forme informative et interactive sur le thème du harcèlement. Il a en plus bénéficié du soutien financier du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, ainsi que du Comité contre le harcèlement sexuel, Genève. Rencontre avec Therese Wüthrich, secrétaire femmes à comedia.

Quel est le but du site ?

Le site web veut rendre visible le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Il veut contribuer à rompre le silence. Il offre une aide pour les femmes concernées, comme pour des collègues et entreprises qui sont confrontées au harcèlement sexuel.

Entre 1997 et 2004, seuls 92 cas de harcèlement sexuel ont été dénoncés aux Offices cantonaux de conciliation.

Pourquoi si peu de femmes dénoncent-elles le harcèlement ?

Le harcèlement sexuel est une expérience très délicate et sensible. Déposer plainte est toujours très difficile. Les femmes se sentent souvent coupables et sont ainsi paralysées. Soit leur parole n'est pas reconnue. C'est sans doute pourquoi beaucoup de femmes préfèrent trouver une solution individuelle comme changer d'emploi ou se taire.

Comment ce site pense-t-il aider les femmes à dénoncer le harcèlement ?

Le site est un instrument de premier recours dans la lutte contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Des femmes et collègues peuvent s'y renseigner sur les possibilités d'agir concrètement contre le harcèlement.

Quelles sont les voies que propose le site en cas de harcèlement ?

Ce site permet de poser toute question en lien avec le harcèlement de manière anonyme. Dans les trois

jours, une réponse sera fournie. Le site conseille sur les voies de recours légales et de se faire aider par des syndicats ou des associations pour entamer des procédures.

A lire également : Véronique Ducret, *Qui a peur du harcèlement sexuel ? Des femmes témoignent*, Ed. Georg, 2010.



VIOLENCES SEXUELLES : MARCHÉ EN RDC

« Non au viol comme arme de guerre. » Quelque 1700 femmes venues de 43 pays ont défilé le 17 octobre dans les rues de Bukavu, en République démocratique du Congo. La Marche mondiale des femmes clôturait ainsi plusieurs mois d'échanges à travers le monde, dont l'étape suisse du 13 mars où 8000 femmes avaient manifesté à Berne (voir *m-magazine* N° 3). Paix, démilitarisation, violences, travail et autonomie économique des femmes : ces thèmes resteront malheureusement encore d'actualité jusqu'à la prochaine MMF. (YS)

14 juin 2011 : les femmes en action

Lausanne, le 14 juin 1991. « La danse des 4 bras » (photo Jacques Aerny, publiée dans « Mieux qu'un rêve, une grève. La grève des femmes du 14 juin 1991 en Suisse », Ed. d'En Bas, 1991).



En 1991, c'est un demi-million de femmes (1 sur 4 !) qui se sont mobilisées en Suisse lors de la première grève des femmes. A domicile, dans la rue, sur le lieu de travail, elles se sont mobilisées pour que l'égalité cesse d'être un vœu pieu, mais devienne une réalité législative et surtout de fait ! En 2011, plusieurs anniversaires seront commémorés concernant l'égalité des sexes : 40 ans de suffrage féminin, 30 ans d'article constitutionnel sur l'égalité entre femmes et hommes, 20 années après la grève des femmes et 15 ans depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'égalité.

USS

Les femmes de l'USS veulent en profiter pour mettre sur pied une action mobilisatrice le 14 juin 2011 qui touchera plus que les 100 000 femmes membres de l'USS. Décision au Congrès de l'USS de début novembre. Faites part de vos doléances sur le site : www.14juin2011-vd.ch/

NOUVEAU SYNDICAT

Pour le nouveau syndicat, la « journée de la grève des femmes le 14 juin 2011 » doit être un événement qui le posi-

tionne en tant que syndicat fort dans les questions féminines et motive les collègues femmes à adhérer au syndicat.

GENÈVE

La CGAS, qui regroupe l'ensemble des organisations syndicales du canton de Genève, prend l'initiative d'inviter les organisations et les personnes intéressées à constituer un collectif large pour la préparation de cette journée.

Première séance : jeudi 4 novembre à 19 h dans les locaux de la CGAS, Terreaux-du-Temple 6, 3^e étage.

VAUD

Plusieurs groupements et associations ont décidé avant l'été de se rassembler au sein d'un collectif pour organiser une nouvelle journée de grève et d'actions des femmes.

Prochaine séance : dimanche 14 novembre à 20 h. Maison de la Femme, Eglantine 6 à Lausanne. (Bus 9/arrêt : Eglantine). Site : www.14juin2011-vd.ch

Pose de la première pierre

La première conférence de la jeunesse commune à comedia et au Syndicat de la communication a eu lieu le week-end des 9 et 10 octobre 2010. Une fois leurs devoirs accomplis – car il ne s'agissait pas seulement de se prononcer sur les questions à l'ordre du jour –, une fête attendait ces jeunes. En outre, chacun a pu démontrer son aptitude à travailler en équipe lors de la construction de radeaux.

La première conférence de la jeunesse commune à comedia et à Syndicom s'est ouverte par une partie statutaire. Le 9 octobre, les participant·e·s réuni·e·s à Beinwil am See ont adopté le règlement transitoire du groupe d'intérêt de la jeunesse, les rapports annuels du Comité central et du Secrétariat à la jeunesse, ainsi que la version provisoire du programme annuel national 2011. Outre l'initiative de l'USS en faveur d'un salaire minimum, qui revêt une grande importance pour les jeunes adultes, la syndicalisation ainsi que le travail auprès des jeunes dans nos branches ont été définis comme prioritaires.

La conférence a nommé à l'unanimité Samuel Rüegger (IGE) comme son représentant au Comité central du nouveau syndicat. Les participant·e·s l'ont remercié ainsi que Melanie

Sauter de leur travail au Comité central de comedia ainsi qu'au groupe de pilotage de la fusion.

La partie statutaire de la conférence a été suivie de grillades dans le jardin de l'auberge de jeunesse et d'une fête jusque tard dans la nuit.

Le dimanche, journée venteuse, a été consacré à la construction de radeaux. Chacun a pu démontrer son aptitude à travailler en équipe et à développer une pensée stratégique. La fructueuse collaboration des deux groupes a permis de mettre rapidement à l'eau les grands radeaux formés de tonneaux et de planches. Chaque groupe a pagayé avec beaucoup d'énergie, avant de fêter cette fructueuse réalisation d'équipe par un apéritif sur la terre ferme. La jeunesse a bien montré au



La Commission de la jeunesse élue ad interim pour 2011. En haut, de g. à d., Philippe Wenger, Sonja Rhiner, Samuel Rüegger. Au milieu, de g. à d., Melanie Sauter, Simon Bischof, Martin Goy, Mirjam Schneider. Assis, de g. à d., Yves Fankhauser, Angela Kindlimann, Mirjam Matter. Absent : Diego Bigger. (photo Sonja Oesch)

cours de ce week-end qu'elle est prête pour le nouveau syndicat!

Sonja Oesch, secrétaire à la jeunesse

CONFÉRENCE DES MIGRATIONS 2010 DE COMEDIA

Avec élan vers le futur

Si la politique migratoire est devenue une tradition pour comedia, cet engagement est encore nouveau pour le Syndicat de la communication (Syndicom). C'est donc l'occasion de discuter lors de la Conférence des migrations qui se tiendra à Berne le 18 septembre de la mise en place d'une « politique migratoire active » dans le nouveau syndicat.

Roland Kreuzer, coprésident de comedia, Salvatore Pittà, président de la Commission des migrations et Bernadette Häfliger Berger, responsable désignée pour l'égalité dans le nouveau syndicat, ont présenté les futures structures et l'ancrage du Groupe d'intérêt (GI) migration. Ce qui est certain, c'est qu'il faut continuer de développer et de promouvoir le GI dans le nouveau syndicat.

Lors des ateliers et de la discussion en séance plénière qui se sont déroulés l'après-midi, on a laissé s'exprimer aussi bien le scepticisme que les espoirs et souhaits de la Commission des migrations face au nouveau syndicat. La discussion n'a été qu'ébauchée. Un débat permanent doit s'établir pour que comedia et Syndicom puissent se rapprocher encore davantage. Pour agir ensemble au niveau de la politique syndicale, une « carte nationale

des migrant·e·s » doit être établie, montrant les branches, entreprises et régions où travaillent les migrant·e·s de nos domaines d'organisation.

Il est en outre nécessaire de disposer de moyens auxiliaires tels que des tracts en différentes langues ou du projet de cours de langues élaboré par la Commission des migrations pour le secteur IGE qui sera, à l'avenir, également proposé dans les autres branches.

Les participant·e·s s'accordent pour dire que l'organisation syndicale de migrant·e·s est une plate-forme importante pour leur intégration dans notre société.

Rapport d'activité et élections

Dans le rapport d'activité, Salvatore Pittà a souligné, outre l'inlassable engagement de la commission en faveur des droits fondamen-

taux des migrant·e·s, les cours de langue en entreprise et le cours de formation continue « Recourir aux voies de droit pour lutter contre la discrimination raciale » dispensé par la commission.

La conférence s'est montrée satisfaite de la décision prise à l'unanimité du CC: 2 x NON à l'initiative de l'UDC sur le renvoi et le contre-projet (votation du 28.11.2010). La conférence a adopté, à l'intention du Congrès de l'USS et du Congrès de fusion, une résolution visant à condamner la campagne contre les « Roms ».

Ont été réélus à la Commission des migrations: Salvatore Pittà (président), Ercan Atas, Alejandra Bravo Siebel (vice-présidente), Mete Gönültas, Gezim Hylaj, Ömer Kiral, Anett König, Wolf Ludwig, Zahra Razavi, Christian Tirefort.

Michèle Schneider et Theresé Wüthrich

CONTACTER COMEDIA

SUISSE ROMANDE

Secrétariat régional Lausanne

Rue Pichard 7
1003 Lausanne
tél. 021 310 06 60
fax 021 310 06 69
courriel : lausanne@comedia.ch

Service aux membres :

Lundi à jeudi :

bureau ouvert de 9 h à 11 h 30
Possibilité de réception sur rendez-vous.

Vendredi : fermé.

Les membres peuvent aussi contacter les secrétaires sur leurs numéros directs (cf. ci-dessous).

Caisse de chômage

Rue Pichard 7, 1003 Lausanne.
info@comedia.caissechomage.ch
Permanence téléphonique :
lundi, mercredi et jeudi de 9 h à 11 h 30.
Réception des assuré·e·s :
mardi de 9 h à 11 h 30 ou sur rendez-vous.
Christophe Jaquier, tél. 021 310 06 67
Paula Grunauer, tél. 021 310 06 66
Lysiane Coullery, tél. 021 310 06 61.
Les dossiers mensuels peuvent aussi être envoyés par poste à l'adresse ci-dessus.

Antenne locale Genève

Terreaux-du-Temple 6
cp 5535, 1211 Genève 11
tél. 022 731 56 66, fax 022 731 03 15
geneve@comedia.ch
Caisse de chômage (Genève) :
dépôt des documents et conseil si nécessaire,
lundi et mercredi de 9 h à 12 h.

Secrétaires régionaux

Bernard Remion (industrie graphique et emballage) : 021 310 06 23 ; 079 782 01 72 ;
Carole Aubert (industrie graphique et emballage) : 021 310 06 64 ; 077 437 99 61 ;
Fabia Bottani (presse et médias électroniques) : 021 310 06 68 ;
Valérie Solano (livre et diffusion de médias) : 021 310 06 65 ; 079 333 32 43 ;
Kathrin Melzani (graphisme, publicité, multimédia) : 031 390 66 20 ; 079 245 63 72.

BERNE

Secrétariat régional

Monbijoustr. 33, cp 5816, 3001 Berne
tél. 031 398 66 10, fax 031 398 66 19
bern@comedia.ch
Heures de réception : tous les jeudis de 14 h à 17 h ou sur rendez-vous.
Heures de réception **Bienne-Thoune**
et commandes Reka : sur rendez-vous avec le secrétariat régional de Berne.

TESSIN

Secrétariat régional

Via Canonica 3, cp 5461, 6901 Lugano
tél. 091 923 38 13, fax 091 921 39 85
Barbara Bassi, Gabriele Castori.

SECRÉTARIAT CENTRAL

Monbijoustrasse 33, 3001 Berne
tél. 031 390 66 11, fax 031 390 66 91
info@comedia.ch

Secrétaires centraux

Imprimerie / emballage : Pedro Sancho, 031 390 66 17.
Livre : Danièle Lenzin, 031 390 66 27.
Multimédia : Hans Kern, 031 390 66 12.
Presse : Stephanie Vonarburg, 031 390 66 29.
Commissions femmes, migration, chômage et fin de droits : Therese Wüthrich, 031 390 66 41.
Commission jeunesse : Sonja Oesch, 031 390 66 51.
Formation professionnelle et continue : Claude-Alain Frund, 031 390 66 13.
Pour contacter directement un·e secrétaire de comedia par courriel (e-mail), composez son adresse ainsi : prenom.nom@comedia.ch (sans accent).

PROTECTION JURIDIQUE MULTI-COMEDIA

Les membres bénéficiant de la protection juridique MULTI-comedia sont priés de s'adresser pour toute information et / ou demande à : Coop Protection Juridique, Bureau de Lausanne, av. de Beaulieu 19, case postale, 1000 Lausanne 9.
Tél. 021 641 61 20, fax 021 641 61 21.

IMPRESSUM

Rédaction

Yves Sancey (édition française)
m-magazine
comedia / rédaction
rue Pichard 7, 1003 Lausanne
tél. 021 310 06 25, fax 021 310 06 69
m-magazine@comedia.ch
Nina Scheu (rédactrice en chef)
Suleika Baumgartner
(édition allemande)

Rédaction des pages en italien

Barbara Bassi, Gabriele Castori
secrétariat régional de comedia
case postale, 6901 Lugano
tél. 091 923 38 13, fax 091 921 39 85

Abonnements

Gratuit pour les membres de comedia
Suisse : 60 francs (2,4 % de TVA inclus)
Etranger : 70 francs (2,4 % de TVA inclus)
S'adresser à l'éditeur
m-magazine paraît 12 fois par an

Changements d'adresse

et de situation professionnelle

comedia, à l'att. de Martin Debrunner
rue Pichard 7, 1003 Lausanne
tél. 021 310 06 60, fax 021 310 06 69
martin.debrunner@comedia.ch

Mise en pages

Alain Gonthier, Vevey

Correction

Claude Bernasconi

Impression

Atar Roto Presse SA, Vernier
Tirage : 3529 ex. WEMF & REMP
12.01.2009

Editeur

comedia, Monbijoustrasse 33
case postale, 3001 Berne
tél. 031 390 66 11, fax 031 390 66 91
info@comedia.ch, www.comedia.ch

Prochaine parution

19 novembre 2010
(délai rédactionnel : 2 novembre 2010)

AGENDA

ASSEMBLÉE DE LA RÉGION SUISSE ROMANDE

Invitation aux membres romands de tous les secteurs de comedia

Samedi 20 novembre de 10 h 15 à 13 h, au Café Le Tempo (ancien cercle ouvrier), quai de la Thièle 3, à Yverdon-les-Bains (à 5 minutes à pied de la Gare).

Ordre du jour :

- Assemblée annuelle statutaire de l'Association romande d'entraide, de formation et de lutte.
- Préparation du Congrès de fusion du nouveau syndicat. Le point sur la fusion. Propositions romandes pour la Charte et les Jalons.
- Projection du film de Stéphane Goël *Prud'hommes* (11 h 30 à 13 h).

Ce film, à l'écran depuis le 13 octobre, montre un des volets de l'action syndicale et a été tourné dans la réalité du tribunal à propos d'affaires vévues. Il reflète tout un pan de la souffrance au travail qui n'a pas pu se régler par l'action collective.

- Apéro et repas.

Merci de vous inscrire pour le repas auprès de l'un des secrétaires régionaux.

NEUCHÂTEL

Groupe de retraités

Jeudi 11 novembre, à 14 h 30, au Cercle National (2^e étage) : **projections de film / dias.**

Prochaine rencontre : jeudi 9 décembre, au Cercle National (1^{er} étage), dès 11 h 30 : apéritif et déjeuner de fin d'année suivi du traditionnel loto.

NYON

Groupe local de comedia

Dernière rencontre avant la fusion avec le Syndicat de la communication.

Mercredi 17 novembre 2010 à 18 h 30, au Restaurant La Croix Verte, salle du 1^{er} étage

Discussion sur la Charte et les Jalons du nouveau syndicat et sur la place qu'y tiendra la région de Nyon.

GENÈVE

Exposition du 100^e anniversaire de l'Université Ouvrière Genève (UOG) au Théâtre St-Gervais du 5 au 29 octobre 2010, tous les jours de 12 à 18 h. Entrée libre.

GENÈVE

Grande fête de soutien en solidarité avec le personnel de la vente dans le cadre de la votation sur les horaires d'ouverture des magasins.

Samedi 13 novembre, dès 20 h. au Café industriel, 15, rue du Vuache. 21 h : K (Chanson française), The Krackhand (r'n'r circus).

GENÈVE - PLUS JAMAIS ÇA !

9 novembre 1932 - 13 morts

Ce soir-là, l'armée avait ouvert le feu sur une manifestation contre le fascisme et le racisme, faisant treize morts et de nombreux blessés.

Les temps que nous vivons demandent que l'on s'en souvienne.

Rassemblement **lundi 9 novembre** à 18 h devant la Pierre commémorative au bout de la plaine de Plainpalais (côté Uni-Mail).

LES MEMBRES DE COMEDIA VOYAGENT MOINS CHER EN TRAIN, NOUVEAUX PRIX DÈS 12.12.2010

Commandez svp les bons à l'ancien prix jusqu'au 26 novembre !

5 % de rabais sur les abonnements généraux 2^e classe des CFF *

Catégorie	Prix normal	Prix pour membres
AG adultes	3300.-	3135.-
AG jeune (16-25 ans)	2400.-	2280.-
AG senior (dès 64/65 ans)	2550.-	2423.-
AG Plus Duo partenaire	2300.-	2185.-
AG Plus Familia partenaire	1850.-	1758.-

Les bons sont à commander par téléphone auprès du secrétariat central à Berne au 031 390 66 11 ou par internet : www.comedia.ch/fr/services/offredebases/ag/ga-bestellungf.html

Le membre reçoit une facture à la suite de sa commande. Dès réception du paiement, le membre reçoit immédiatement le bon. Celui-ci doit être présenté à un guichet CFF pour l'achat de l'AG. Prière de commander le bon 3 semaines avant utilisation.

* valable pour les seuls membres de comedia, non pour leurs proches.

CONFÉRENCE DU SECTEUR PRESSE ET MÉDIAS ÉLECTRONIQUES

Samedi 23 octobre, de 11 à 16 h (y compris dîner), Volkshaus (Grüner Saal, 1^{er} étage), Stauffacherstr. 60, Zurich

- Retour et rapport du comité de secteur ;
- Projet de fusion : Comment c'était la dernière fois ? Pourquoi comedia a-t-il été fondé en 1999 ? Pourquoi les journalistes ne sont-ils pas aujourd'hui sous un même toit ? Pourquoi le SSP n'a-t-il pas poursuivi la fusion et comment cultive-t-on la diversité dans un syndicat hétérogène ? Quelles perspectives avec d'autres organisations de journalistes ?
- Proposition du comité de secteur presse ; discussion et prise de position de la conférence de secteur.